

LA COMMUNE N'EST PAS MORTE



VIVE L'ANTICAPITALISME

Dossier

**IL Y A 150 ANS:
LA COMMUNE DE
PARIS**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Elles ont gagné!
Page 2

PREMIER PLAN

Libertés publiques. S'organiser
face à l'extrême droite et aux
forces de répression Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Colombie. Le soulèvement populaire
fait vaciller le régime néolibéral et
militariste de Duque Page 5

LIBRE EXPRESSION

Le point de vue de Wissam al-Haj
(journaliste gazaoui) sur les
événements en Palestine Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Elles ont gagné!

Après plus de 22 mois de grève et de mobilisation, les femmes de chambre de l'Ibis Batignolles ont remporté une éclatante victoire face au géant Accor. Le protocole signé mardi 25 mai leur donne gain de cause sur l'ensemble de leurs revendications, à l'exception de la fin de la sous-traitance par leur intégration dans le groupe Accor: augmentation de 250 à 500 euros, baisse des cadences, décompte précis des heures de travail, annulation des mutations forcées, élection de représentantes syndicales...

La lutte des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles, accompagnées et soutenues par la CGT-HPE, faisait partie de nos vies depuis près de deux ans. Présentes lors des manifestations, invitées à nos meetings et à l'université d'été du NPA, ces travailleuses de l'ombre ont mis en lumière la situation particulièrement précaire d'un secteur surexploité, dans lequel l'exploitation se double du sexisme et du racisme à l'égard de travailleuses ultra majoritairement racisées. Leur victoire n'en est que plus belle.

À l'heure où des vents mauvais, racistes, sexistes et réactionnaires, soufflent de plus en plus fort dans le pays, et où la saignée se poursuit dans de nombreux secteurs du monde du travail, y compris et notamment chez les salariéEs de l'hôtellerie, touchés de plein fouet par les conséquences de la crise du covid et sa gestion par le patronat, la victoire des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles mérite d'être saluée, et nous rappelle qu'aucun combat, aussi difficile soit-il, n'est perdu d'avance.

La perspective de la réouverture des hôtels a fait pencher la balance en faveur des grévistes, Accor ne voulant pas les voir perturber la reprise de l'activité. C'est donc bel et bien la pression de la mobilisation et la détermination des femmes de chambre qui a fait reculer le géant de l'hôtellerie: tout un symbole! Gageons que cette victoire inspirera et donnera confiance à d'autres salariéEs du secteur et, au-delà, au monde du travail dans son ensemble: face à un patronat à l'offensive et un gouvernement à son service, nous n'avons d'autre choix que de lutter, et les victoires sont possibles!

À la Une

LIBERTÉS PUBLIQUES

S'organiser face à l'extrême droite et aux forces de répression

Tribunes de militaires, manifs de flics... ces dernières semaines ont été marquées par une offensive des forces de répression contre les libertés publiques. L'extrême droite applaudit, le gouvernement s'aligne: un processus dangereux susceptible de mener à un autoritarisme extrême.

Le 21 avril, une «tribune de généraux» (en retraite), publiée par le torchon d'extrême droite *Valeurs actuelles*, menaçait d'une intervention de l'armée dans la vie politique: «*Si rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs civilisationnelles et de sauvegarde de nos compatriotes sur le territoire national*». Deux semaines plus tard, une nouvelle tribune, signée par des militaires d'active, réitérait la menace: «*La guerre civile couve en France. Si elle éclate, l'armée maintiendra l'ordre, parce qu'on le lui demandera*».

Des menaces de plus en plus fortes

Mercredi 19 mai, ce sont des milliers de policiers qui ont manifesté lors d'un rassemblement «*en soutien aux forces de l'ordre*», à l'appel en particulier du syndicat Alliance, proche du Rassemblement national de Marine Le Pen. On y a entendu des slogans comme «*Le problème de la police, c'est la justice!*», et les manifestants ont défilé vers l'Assemblée nationale, ciblant directement le pouvoir législatif. L'extrême droite applaudit, qui demande aux policiers et à l'armée de la rejoindre, tandis que le pouvoir s'aligne.

En temps de crise économique et sanitaire, un pays comme la France est de plus en plus difficile



à gouverner, face à la colère et à la révolte de la population contre les injustices que nous subissons. Cela a été le cas avec le mouvement des Gilets jaunes, la mobilisation pour les retraites, mais aussi quand des jeunes refusent le couvre-feu ou les mesures liberticides. C'est la raison pour laquelle les classes dominantes et les dirigeants politiques à leur service envisagent de décupler le niveau de répression et de réduire drastiquement les libertés.

Le soutien du pouvoir... et d'une certaine «gauche»

Participant à cette surenchère répressive, Darmanin est allé à la manifestation des policiers: dans la foulée, le gouvernement a fait voter la suppression des «rappels à la loi» et étendu à 30 ans la période de sûreté pour

les personnes condamnées à perpétuité pour un crime contre un policier ou un gendarme. Et Darmanin, quelques jours plus tard, annonçait porter plainte contre Audrey Pulvar, tête de liste du PS en Île-de-France, pour avoir «osé» critiquer la manifestation des policiers... Face au tollé suscité par une telle confusion des genres, il s'est depuis rétracté. Une partie de la «gauche», Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Olivier Faure, premier secrétaire du PS, ou Yannick Jadot d'EÉLV, se sont aussi rendus à cette manifestation... au côté du n°2 du RN Jordan Bardella, de Philippe de Villiers ou encore d'Éric Zemmour. Tous se rangent donc en soutien aux forces de répression qui menacent les libertés démocratiques. Cette «gauche» a-t-elle oublié que la police et l'armée ne sont pas du

côté des classes populaires, que les violences policières se multiplient, ou que l'absence de poursuites suite aux plaintes pour racisme ou violences faites aux femmes est la norme?

Organisons la riposte!

Pour notre part, nous pensons que la population organisée est mieux placée que la police pour s'occuper de nos vies. Résoudre les problèmes de trafics et des violences qui y sont liées passe d'abord par la dépénalisation des drogues. Il faut aussi répondre à la crise sociale en partageant le temps de travail et en donnant un emploi à touTEs, ce qui permettrait de vivre mieux.

Nous serons présentEs à Paris le samedi 5 juin pour manifester à l'issue du procès des assassins de Clément Méric, mort à 18 ans sous les coups de militants d'extrême droite. Nous appelons à manifester partout le samedi 12 juin contre les idées d'extrême droite et les lois liberticides, à l'appel de dizaines de syndicats, associations, collectifs, médias et organisations politiques. Le samedi 19 juin, au côté de la CGT TUL, nous serons dans la rue contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la réforme de l'assurance chômage. Enfin, nous appelons à construire la mobilisation contre le congrès du RN qui aura lieu les 3 et 4 juillet à Perpignan. L'extrême droite et ses idées nauséabondes, dont une partie sont reprises aujourd'hui par le pouvoir, ne doivent pas passer!

SANTÉ

Mettons fin au système de brevets privés!

Pour une industrie pharmaceutique sous contrôle social et un système de vaccination public, universel et gratuit.

À l'initiative du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, deux cents organisations des cinq continents et de 49 pays ont signé un appel international pour la fin du système de brevets privés dans l'industrie pharmaceutique. Un appel urgent, alors que l'OMC doit se réunir les 8 et 9 juin, et que, si Biden a été contraint, par nos mobilisations, de se prononcer pour la levée des brevets, Macron et l'Union européenne se prononcent toujours contre, malgré le vote du Parlement européen.

«Les vaccins doivent être considérés comme un bien commun mondial»

«Grâce à un énorme effort scientifique basé sur une collaboration internationale et des sommes historiques d'argent public, l'humanité a pu développer plusieurs vaccins efficaces contre la Covid-19 en moins d'un an. Toutefois, cette grande réussite pourrait être totalement éclipsée par la cupidité de l'industrie pharmaceutique qui met les gouvernements et l'OMC sous pression pour éviter la suspension des brevets [...]. Des

initiatives telles que COVAX ou C-TAP ont échoué lamentablement [...] La philanthropie et les initiatives public-privé en plein essor ne sont pas la solution. [...] Le système capitaliste et les politiques néolibérales ont joué un rôle fondamental à toutes les étapes. À l'origine de ce virus, il y a la transformation effrénée de la relation entre l'espèce humaine et la nature. La crise écologique et la crise sanitaire sont intimement liées. [...] Le résultat est plus d'inégalités, plus de souffrance et plus de morts au nom des intérêts d'une minorité privilégiée. La pandémie a accéléré et approfondi des tendances dangereuses, des écarts sociaux et des phénomènes multidimensionnels que nous observons depuis des

décennies et dont souffrent principalement les classes populaires, en particulier les femmes et les personnes racisées. Les femmes sont majoritaires parmi les personnels de santé qui ont été en première ligne dans la lutte contre la pandémie, mais aussi dans le maintien de la vie face aux réductions des services publics et des droits sociaux dont elles sont les premières victimes. La santé et l'accès à la santé et à la vaccination sont un droit humain universel. Par conséquent, les vaccins doivent être considérés comme un bien commun mondial [...]. La suspension nécessaire et urgente des brevets doit s'accompagner de mécanismes de nationalisation des industries pharmaceutiques privées

BIEN DIT

Une politique qui nous prive des moyens de posséder des dents en bon état est une politique de guerre sociale.

OLIVIER CYRAN (auteur du remarquable ouvrage «Sur les dents»), liberation.fr, 25 mai 2021.

Un monde à changer

«UN INCIDENT SANS PRÉCÉDENT ET INACCEPTABLE». C'est ainsi que l'Union européenne a qualifié le détournement par la Biélorussie de l'avion de Ryanair pour s'emparer du journaliste et opposant Roman Protassevitch. Le régime biélorusse a intercepté un vol commercial entre Athènes et Vilnius. C'est évidemment scandaleux et représente un pas de plus dans l'offensive répressive que Loukachenko et ses sbires mènent contre tous ceux qui osent s'opposer à lui.

Néanmoins, il y a une expression de trop dans la formule de l'Union européenne, c'est «sans précédent». Il y a au moins un précédent et il est bien français. Le 22 octobre 1956, l'armée française a capturé un avion de la compagnie Air Atlas-Air Maroc volant de Rabat à Tunis en dehors de l'espace aérien français, dans lequel se trouvaient cinq des plus importants dirigeants politiques du Front de libération nationale (FLN) algérien, notamment Ahmed Ben Bella. Pour l'intercepter des avions militaires ont décollé d'une base militaire française en Algérie avec ordre d'obliger l'avion d'Air Maroc à se poser y compris en tirant dessus s'il refusait de le faire. Ben Bella et ses camarades resteront prisonniers jusqu'en 1962. Ce rappel ne vise pas à relativiser l'interception de Protassevitch et les dangers que celui-ci pourrait courir. Le NPA s'associe évidemment aux

appels de l'opposition biélorusse pour sa libération. Mais les régimes dits «voyous» ou les groupes étiquetés comme terroristes n'ont pas l'exclusivité de la piraterie aérienne. En dehors de l'exemple français, il est prouvé que la CIA avait été informée d'un projet d'attentat d'un groupe d'anticapitalistes contre un avion de ligne cubain et n'avait rien entrepris pour l'empêcher; l'attentat eut effectivement lieu en octobre 1976 juste après que l'avion eut décollé de la Barbade et entraîna la mort de 73 personnes. Certains ont parlé de terrorisme d'État à propos de l'acte biélorusse; nous en sommes d'accord. Mais beaucoup d'autres États ont recouru ou recourent encore à des pratiques terroristes. En 2016, François Hollande avait ouvertement évoqué dans un livre publié par deux journalistes du Monde le recours par la France aux assassinats ciblés. L'État turc pourchasse ses opposants, en particulier kurdes (avec notamment l'assassinat à Paris en 2013 de trois militantes dans les locaux du centre d'information sur le Kurdistan). Le régime de Poutine a une prédilection pour le poison. Quant aux services israéliens, un livre récent (*Lève-toi et tue le premier*, Grasset, 2020) retrace leurs pratiques en la matière. En fait, derrière leurs grandes proclamations plus ou moins humanistes, tous les États bourgeois n'hésitent pas à recourir, plus ou moins discrètement, à de sales méthodes.

PALESTINE Un « cessez-le-feu » qui ne règle rien, une mobilisation qui continue

Après des négociations menées par l'entremise de l'Égypte et du Qatar, un cessez-le-feu a été instauré entre Israël et la bande de Gaza le 21 mai. Si l'on peut évidemment se réjouir que la population de Gaza ne soit plus sous les bombes, rien n'est pourtant réglé, et l'on peut s'attendre à ce que, dans les semaines qui viennent, les Palestiniens continuent de se mobiliser pour leurs droits nationaux et démocratiques.

La fin de l'opération de bombardement sur la bande de Gaza résonne comme un échec pour les autorités israéliennes. Si la séquence a été particulièrement violente, avec des raids d'une intensité inédite et des dégâts matériels et humains considérables, il n'en demeure pas moins que l'État d'Israël ne sort pas gagnant de l'affrontement de ces dernières semaines. Bien au contraire, pour bien des Palestiniens, le cessez-le-feu est davantage le révélateur d'une crainte israélienne que la situation dégénère que d'une maîtrise de l'agenda.

Communauté de destin

Si l'attention médiatique s'était particulièrement portée sur Gaza, il ne faut en effet pas oublier que c'est dans l'ensemble de la Palestine qu'Israël a dû faire face – et fait encore face – à une contestation palestinienne de ses politiques d'apartheid : la mobilisation

simultanée à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem et en Israël même, si elle n'est évidemment pas l'affirmation d'une unité politique soudainement retrouvée, est l'expression de la conscience d'une communauté de destin entre les différents secteurs palestiniens. Un cinglant avertissement adressé à la puissance coloniale qui n'a eu de cesse, au cours des dernières décennies, de fragmenter la population palestinienne, mettant en pratique le vieil adage «Diviser pour mieux régner». Telle est l'une des singularités du soulèvement de ces dernières semaines, qui présente en outre un visage particulièrement jeune et qui n'était guère encadré par les forces politiques traditionnelles, qu'il s'agisse du Hamas, du Fatah ou de la gauche. Dans les premiers jours, on a même vu l'Autorité palestinienne de Ramallah réprimer les manifestants en Cisjordanie, avant de changer de braquet et de jouer la carte de la rhétorique

de l'«unité nationale», de peur de perdre un peu plus de terrain face à un Hamas apparaissant comme défenseur de toutes les Palestiniens, et pas seulement ceux de Gaza.

Et maintenant ?

Bien malin serait celui ou celle qui pourrait prévoir ce qui va se passer dans les jours et les semaines qui viennent. Une chose est toutefois certaine : la répression israélienne se poursuit, avec entre autres l'opération «Law and Order» menée en Israël avec l'objectif d'arrêter 500 Palestiniens mobilisés ces dernières semaines, tandis que la mobilisation se poursuit à Jérusalem, notamment autour des quartiers de Sheikh Jarrah et de Silwan, et en Cisjordanie. Partout en Palestine, on discute politique, on discute structurellement, on discute de la suite, et si l'on ne peut guère se risquer à faire des pronostics, nul doute que la séquence qui s'est ouverte ces dernières semaines est

loin d'être terminée et que notre solidarité va devoir s'exprimer. Comme l'explique le chercheur Tareq Baconi : «Les Palestiniens doivent trouver un moyen de maintenir ce soulèvement populaire au-delà des structures de direction qui existent aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir de direction pour le mouvement. Ce que nous avons appris des soulèvements arabes de 2011, c'est que s'il n'y a pas de direction capable de prendre des décisions politiques et stratégiques, l'État profond et le statu quo gagnent. Ce leadership ne peut pas être canalisé vers les mêmes institutions corrompues qui nous ont amenés là où nous sommes aujourd'hui. Il faut qu'un leadership plus inclusif émerge de cette mobilisation de la base. La forme que cela prendra n'est pas encore claire, mais nous n'en sommes qu'aux premiers jours.»¹ J.S.

1 – «Hamas breaks out of its Gaza cage», sur 972mag.com.

par une solidarité internationale contraignante dans les autres cas.

«Il faut choisir : le capital ou la vie»

Si les virus n'ont pas de frontières, la lutte contre ces derniers ne doit pas en avoir. Le chauvinisme sanitaire est un autre visage de la dérive réactionnaire d'exclusion qui balaie le monde. [...] L'économie privée, la foi aveugle dans le marché et la recherche du profit se sont révélées incompatibles avec la vie. La santé ne peut être une marchandise [...]. Il faut choisir : le capital ou la vie. Pour toutes ces raisons, nous demandons la suspension des brevets privés sur toutes les technologies, connaissances, traitements et vaccins liés à la Covid-19. L'élimination des secrets commerciaux [...], la transparence et le contrôle public. L'accès universel, libre et gratuit

à la vaccination et au traitement. L'expropriation et la socialisation sous contrôle social de l'industrie pharmaceutique privée comme base d'un système public et universel de santé [...]. L'augmentation des investissements et des budgets publics alloués aux politiques publiques de santé et de soins de proximité [...]. L'introduction de taxes sur la richesse (patrimoine et revenus du 1% les plus riches) pour financer la lutte contre la pandémie et assurer une sortie socialement juste et écologiquement pérenne des différentes crises du capitalisme mondial. La suspension du paiement des dettes pendant la durée de la pandémie et l'annulation des dettes illégitimes et de celles contractées pour financer la lutte contre le virus.»

La liste complète des signataires est disponible sur <https://www.cadtm.org/> Mettons-fin-au-système-de-brevets-privés.



et d'un fort investissement dans le développement d'industries pharmaceutiques publiques [...] qui permette une planification publique de

la production et de la distribution des vaccins, en développant les capacités de production locales lorsque cela est possible et en les complétant

Le chiffre

186,3 milliards

Tel était le montant, en dollars, de la «fortune estimée» de Bernard Arnault lundi 24 mai, ce qui lui a permis de devenir, l'espace de quelques heures, «l'homme le plus riche du monde», devant le patron d'Amazon Jeff Bezos. Soit l'équivalent de plus de deux fois le PIB du Kenya, ou de plus de trois fois celui de l'Uruguay : l'irrationalité du capitalisme dans toute son horreur.



Agenda

Samedi 29 mai, manifestation pour célébrer la Commune de Paris, Paris.

À 14 h de la place de la République en direction du Père-Lachaise. Animations, spectacles, prises de parole, etc. dès 10 h.

Dimanche 30 mai, manifestation pour le droit au logement, Paris.

À 15 h au métro Père-Lachaise.

Samedi 5 juin, Toutes aux frontières! (action féministe européenne), Nice. Infos sur :

toutesauxfrontieresfr.wordpress.com

Samedi 5 juin, manifestation antifasciste pour Clément, Paris.

À 14 h, place de la République

Samedi 12 juin, manifestations pour la défense des libertés, contre les idées d'extrême droite.

Samedi 19 juin, manifestation nationale contre les licenciements et les suppressions de postes, Paris. À 14 h.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveauantiparticipantaliste.org

NO COMMENT

Bernard-Henri Lévy a raison quand il dit que s'il y avait un État palestinien, ce serait un État terroriste.

MANUEL VALLS, lemonde.fr, 21 mai 2021.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CHILI Vers la nouvelle Constitution : le triomphe de la gauche et des indépendants

Retour sur les résultats de la « méga-élection » des maires, des conseillers, des gouverneurs et des membres de la Convention constituante au Chili le 16 mai dernier.

Bien que seulement 43,35 % des électeurs aient voté, le scrutin des 15 et 16 mai a fait pencher la balance en faveur des forces transformatrices au sein de la Convention constituante (CC) qui rédigera la nouvelle Constitution. Les groupements non partisans, avec 48 représentants, apparaissent comme la force politique la plus nombreuse au sein du corps constituant. Ce chiffre ne tient pas compte des 40 options indépendantes qui ont été présentées de manière transversale dans les listes des différents partis politiques, ni des 17 sièges réservés aux peuples amérindiens. De même, la liste Apruebo Dignidad – qui rassemble le Frente Amplio, le Parti communiste et d'autres regroupements en dehors du duopole politique qui a dominé la scène après la dictature de Pinochet – a également obtenu un résultat significatif en remportant 28 sièges.

« Il est très précieux que la Convention ne ressemble pas beaucoup au Congrès »

À l'inverse, la liste de droite Vamos por Chile (« Allons-y pour le Chili »), qui soutient le président Sebastián Piñera, n'a pas réussi à obtenir le tiers des représentants dont elle avait besoin pour, théoriquement, bloquer les réformes. Selon la loi 21.200, qui a permis le processus constituant, « la Convention doit approuver le règlement et les règles de vote pour celui-ci par un quorum de deux tiers de ses membres en exercice » et Vamos por Chile n'a obtenu que 37 des 52 sièges nécessaires. Les partis de centre-gauche de l'ex-Concertación, regroupés dans la liste Apruebo Dignidad, n'ont pas non plus obtenu une fin heureuse : ils n'ont obtenu que 25 sièges dans la CC, ce qui a été interprété comme une défaite retentissante. Claudia Heiss, responsable des sciences politiques à l'Université du Chili, a déclaré à Brecha : « La convention a été configurée pour refléter les demandes des citoyens et citoyennes pendant l'épidémie. Il est très précieux que la CC ne ressemble pas beaucoup au Congrès, bien qu'elle ait été élue avec les mêmes règles de base que le Congrès. » La CC respecte la parité entre les sexes (ce qui est inédit dans le monde), compte 17 sièges réservés aux peuples amérindiens et a élu environ un tiers d'indépendants. La CC n'a pas le même niveau d'élitisme social que le Congrès. Elle reflète également une grande diversité de milieux socio-économiques : un tiers a étudié dans des écoles municipales, un autre tiers dans des écoles privées subventionnées, et le dernier tiers dans des écoles privées non élitaires. Le vaste éventail de profils parmi les 155 délégués s'est également reflété dans la pluralité des activités ou des professions. Cependant, les femmes et les hommes avocats prédominent (61) ; les autres vont des ingénieurs aux femmes au foyer. Il y a des journalistes, des sages-femmes, des enseignantEs, des acteurs, une assistante maternelle, une machi (une chaman), un mécanicien automobile, un géographe, entre autres. Il y a aussi la quadruple championne d'échecs chilienne, Damaris Abarca, qui a obtenu un siège en tant qu'indépendante dans la coalition Apruebo Dignidad. Elle est l'une des 77 femmes qui participeront à la convention. Jusqu'à présent, l'espace désigné pour le fonctionnement de la CC est le siège de l'ancien Congrès national à Santiago et ses travaux s'étendront sur neuf mois à partir de son installation en juin ou juillet de cette année, extensible à 12 mois. Si le texte final est approuvé lors du plébiscite de sortie (qui sera par vote obligatoire, par opposition au vote volontaire actuellement en vigueur), la Constitution qui succédera à celle de la période Pinochet entrera en vigueur au cours du premier semestre 2022, avec un nouveau président de la République en fonction.

Cristian González Farfán

Publié dans l'hebdomadaire uruguayen *Brecha*, version intégrale (en français) sur alencontre.org.

ÉTATS-UNIS Un soutien à Israël aux causes multiples

Le soutien du gouvernement US à Israël est énorme, les forces politiques derrière cette politique sont nombreuses et les raisons en sont variées

Le soutien populaire et politique initial des États-Unis à la création de l'État d'Israël en 1948 reflétait l'horreur de l'Holocauste et la sympathie pour les survivants juifs. Cela peut également avoir été lié à de la culpabilité suite à l'incapacité des États-Unis à aider les Juifs européens fuyant les nazis, dont un des exemples est le refoulement d'un navire rempli de Juifs en 1939.

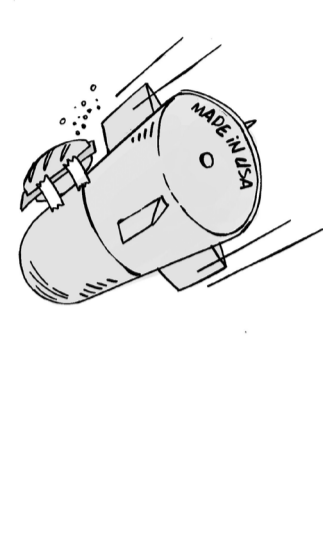
Fort soutien chez les évangélistes

Lorsque le gouvernement étatsunien a succédé à la Grande-Bretagne comme puissance dominante au Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale, Israël a été progressivement considéré comme crucial sur le plan géopolitique. Au début des années 1960, le président démocrate John F. Kennedy a établi une « relation spéciale » avec Israël, ce qui signifiait une augmentation de l'aide militaire et un soutien pratiquement inconditionnel à la politique du gouvernement israélien. Dans le contexte de guerre froide, Kennedy et d'autres croyaient qu'Israël pourrait aider à solidifier la domination US sur le Moyen-Orient et ses énormes richesses pétrolières. Le lobby israélien ou sioniste aux États-Unis est puissant, mais ce n'est pas une affaire exclusivement juive. 35 % de la population américaine totale (330 millions de personnes) sont des chrétiens évangélistes et au moins la moitié d'entre eux sont des partisans d'Israël. Comme l'a dit le pasteur chrétien évangéliste Robert Jeffries il y a quelques

années, « Dieu a donné Jérusalem – et le reste de la Terre Sainte – au peuple juif. » Un sondage a montré que 80 % des évangélistes « croient que la création d'Israël en 1948 était un accomplissement de la prophétie biblique qui entraînerait le retour du Christ ». Ils croient que l'existence d'Israël accélère l'« enlèvement » (au sens religieux du terme¹), le retour du Christ sur terre et la « fin des temps ». Ces évangélistes sont en grande partie républicains et étaient des partisans de Trump.

Et chez les Juifs ?

Les JuifEs représentent un petit pourcentage de la société américaine, et tous les Juifs ne sont pas des partisans d'Israël. Les Juifs avaient peu d'impact sur la culture, l'économie ou la politique étatsuniennes avant la Seconde Guerre mondiale, en grande partie à cause



de l'antisémitisme répandu dans la société. Cependant, maintenant, concentrés en grande partie dans certaines régions, telles que New York, Los Angeles et Miami, ils et elles sont une force importante. Aujourd'hui, 51 % de touTEs les Juifs dans le monde vivent aux États-Unis et 30 % en Israël. Pourtant, il n'y a qu'environ 7,5 millions de Juifs et Juives aux États-Unis ; ils et elles ne représentent que 2,4 % de la population adulte. Les Juifs sont assez divisés socialement et politiquement. Dans la première moitié du 20^e siècle, de nombreux JuifEs n'étaient pas sionistes, mais la guerre des Six jours de 1967 a amené une majorité de JuifEs dans le giron sioniste et leurs organisations dans le lobby israélien.

Alors que la plupart des JuifEs sont démocrates, les juifs orthodoxes sont généralement républicains

GUYANE Conflit entre l'État colonial et les élus locaux sur la fermeture des écoles

La gestion coloniale de la crise sanitaire se poursuit en Guyane. La réouverture des écoles a été de mise alors que le variant brésilien est présent chez 80 % des personnes testées, alors qu'elle se fait sans distanciation, sans demi-jauge, avec des écoles surchargées, etc. Le préfet, dans une pure attitude coloniale, veut imposer l'ouverture coûte que coûte.

Après 3 semaines d'ouverture, le résultat ne s'est pas fait attendre, on a doublé le taux de contamination pour dépasser les 400 cas pour 100 000 habitantEs sur l'île de Cayenne. Le virus est maintenant répandu sur l'ensemble du territoire.

Le recteur ne veut rien entendre

Comme c'était prévisible, tout le monde a alors tiré la sonnette d'alarme pour un nouveau confinement. Mercredi 12 mai, il y a eu une discussion avec les élus locaux, les représentants de l'État sur comment organiser un confinement de deux semaines. Des élus locaux se sont insurgés, donnant leur accord pour un confinement mais exigeant la fermeture des écoles. Le recteur a refusé catégoriquement, suivant la position du ministre Blanquer. Pas de demi-jauge, pas de protocole sanitaire adapté, pas de distanciel. Sur le week-end des 8 et 9 mai, sur 300 cas recensés, 95 sont issus de milieux scolaires. Les écoles sont vraiment la source de contamination,

comme Jean Castex a d'ailleurs dû le reconnaître à la télévision. Les clusters continuent de se développer dans l'éducation : des écoles, des collèges et lycées et même des écoles maternelles sont fermés intégralement, il n'y a pas un seul établissement scolaire sans classe fermée. Le virus est donc partout dans les écoles mais on va continuer pendant 15 jours avec un pseudo confinement où il faut une attestation pour sortir mais où on va continuer à l'école et au boulot normalement.

Les difficultés d'une riposte à la gestion coloniale de la crise

80 % des clusters sont en milieu scolaire ou professionnel, on n'a quasiment pas identifié de cluster lié à la vie sociale ou individuelle des Guyanais mais c'est celle-ci qu'on réprime avec un couvre-feu qui ne s'est jamais arrêté depuis le 16 mars 2020. C'est l'état d'urgence permanent depuis ce moment, en dépit de toute législation. Le préfet prétend « concerter » mais en réalité c'est lui qui décide de tout.

Sur le plan de la riposte, les difficultés sont importantes. La campagne des territoriales est en cours, ce qui ne favorise pas la convergence des luttes. On a notamment le collectif unitaire Mayouri santé Guyane, qui a du mal à fonctionner. Il a en son sein des partisans de différentes listes qui s'opposent et cela ne favorise pas l'action commune. En plus de cela, on fait face à une grosse diffusion des discours complotistes qui influencent énormément une partie de la sphère militante guyanaise et ne favorise absolument pas un combat d'ensemble.

Au niveau des écoles, les enseignantEs sont dans l'ambivalence, s'interrogeant sur comment s'occuper des élèves si les écoles sont fermées. Donc ça ne bouge pas beaucoup. En revanche, les élèves eux-mêmes et elles-mêmes ont montré depuis quelques semaines qu'ils et elles ne veulent pas continuer à s'exposer et à propager le virus. Un jeune de 19 ans est en réanimation à Cayenne, ce qui a refroidi pas mal de jeunes. Des

et plus pro-israéliens. Parmi tous les JuifEs américains, 45 % pensent que la préoccupation concernant Israël est « essentielle » et 37 % pensent que c'est important, mais pas essentiel pour eux. La plupart des JuifEs ne croient pas que Dieu a donné la terre de Palestine à Israël et ne croient pas qu'Israël recherche sincèrement la paix, bien qu'ils ne pensent pas que les PalestinienEs la veulent non plus. Les républicains juifs soutiennent davantage la politique étrangère d'Israël et des États-Unis que les démocrates juifs, bien que les démocrates aient également tendance à soutenir fermement Israël.

Un soutien de plus en plus contesté

En fait, le principal facteur de l'attitude des États-Unis à l'égard d'Israël a été la richesse pétrolière du Moyen-Orient, particulièrement importante dans le contexte de la guerre froide. James Forestal, secrétaire à la Défense de Truman, a noté que le plan Marshall « ne pourrait pas réussir sans accès au pétrole du Moyen-Orient ». Les dirigeants US voulaient détourner Israël de l'Union soviétique (qui l'avait soutenu au départ) et le tourner vers l'Amérique. Israël est devenu un allié fiable des États-Unis dans la région, mais ces dernières années, en raison de son impunité, il est également devenu de plus en plus difficile à contrôler. Les partis républicain et démocrate demeurent tous deux des soutiens d'Israël, mais comme on l'a écrit dans un article précédent, les démocrates progressistes contestent désormais ce soutien massif et inconditionnel. CertainEs jeunes JuifEs sont devenus de plus en plus critiques d'Israël et de sa politique raciste, montrent plus de sympathie envers les PalestinienEs, et ont rejoint la gauche progressiste ou socialiste.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

1 – Événement de la fin des temps où tous les chrétiens, avec les croyants ressuscités, seront tous ensemble enlevés sur des nuées à la rencontre de Dieu.

blocages ont eu lieu dans plusieurs établissements la semaine dernière.

Tentative de coup de force du préfet

Le 17 mai justement, les élus ont décidé de fermer les écoles à partir de jeudi 20, malgré la décision du représentant de l'État de les maintenir ouvertes. Cette décision a été prise à l'unanimité des maires et du président de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG). Cette décision, en partie liée à la campagne électorale qui pousse les élus à faire semblant de s'affronter à l'État, a conduit à une réaction démesurée du préfet Thierry Queffelec. Celui-ci a envoyé un courrier au président du CTG pour lui dire que l'État c'est lui, que les élus n'ont rien à décider et demande coûte que coûte de maintenir les établissements ouverts.

Il reprend une attitude de gouverneur : ce serait à lui de tout décider, les élus ne sont rien, même dans une décision contraire à toute logique pour éviter contamination et morts. **Adrien Guilleau**

COLOMBIE Le soulèvement populaire fait vaciller le régime néolibéral et militariste de Duque

La protestation de masse en Colombie a déjà obtenu des résultats : le retrait de la réforme fiscale, le départ du ministre des Finances Alberto Carrasquilla et de son équipe économique, la démission de la ministre des Affaires étrangères Claudia Blum, l'enlèvement au Congrès des réformes de la santé, des retraites et du travail qui font partie du « Paquetazo » [paquet de contre-réformes] du gouvernement d'Ivan Duque exigé par les agences de notation et le FMI. Ces résultats ont été obtenus malgré le déploiement policier et militaire sans précédent dans le pays, déploiement décidé par le gouvernement contre la mobilisation sociale. Les 50 assassinats, 400 disparitions, des centaines de blessés et des dizaines de femmes abusées sexuellement.

Le soulèvement prend de l'ampleur

Les gigantesques marches auxquelles nous avons assisté à Ibagué, Neiva et Bogota ces derniers jours et les organisations sociales qui s'y sont jointes, comme les camionneurs de tout le pays et les cultivateurs de coca du sud-ouest, confirment que ce soulèvement populaire est en train de prendre de l'ampleur. C'est pourquoi nous considérons que le facteur décisif est l'ouverture d'alternatives politiques « venant d'en bas » à la crise du capitalisme périphérique du pays. Ce soulèvement populaire montre que l'auto-organisation et la démocratie directe qui s'expriment dans de multiples formes de résistance vont dans le sens de la consolidation d'une « institutionnalité parallèle » qui dépasse les limites étroites de la démocratie

Nous publions le point de vue du Movimiento Ecosocialista sur l'évolution de la situation en Colombie, théâtre d'un soulèvement massif depuis plusieurs semaines.



WIKIMEDIA COMMONS

représentative. Ce soulèvement a dépassé la représentativité traditionnelle des organisations syndicales et du Comité national de grève, confirmant que leurs revendications étroites les laissent en dehors de celles du large spectre populaire. Le 1^{er} Mai l'a démontré de manière spectaculaire. Alors que dans les combats de rue, la brutalité policière a déjà provoqué des morts et des disparus, les centrales syndicales ont appelé à une célébration de la fête des travailleurEs avec un « défilé virtuel ». La méfiance des leaders des quartiers et des dirigeants populaires à l'égard des négociations que le Comité de grève tente de développer découle de cette réalité.

Le soulèvement populaire démontre également l'incapacité d'un Congrès et de partis politiques piégés par

la corruption et les engagements envers les intérêts des grands capitalistes, ainsi que celle d'organes de contrôle et de hauts tribunaux qui ont joué le rôle de complices de la barbarie militariste à laquelle nous assistons actuellement. Pour cette raison, il a ouvert une crise institutionnelle qui pourrait aboutir à la démission du président Ivan Duque. Le développement des événements et les rapports de forces qui s'établiront dans un avenir immédiat détermineront s'il est possible de réaliser cette possibilité qui implique un certain coup porté au régime politique néolibéral et militariste.

Forcer la crise institutionnelle

Nous sommes d'accord sur le fait qu'il est nécessaire d'avancer désormais cette revendication,

comme le proposent avec de plus en plus de force les organisations politiques et sociales. Ignorer cette possibilité en argumentant qu'elle produirait un « vide institutionnel » et que dans cette conjoncture nous ferions face à l'arrivée au Palais de Nariño du vice-président ou du président du Congrès – qui sont supposément pires que Duque – ou qu'une fois la démission de Duque concrétisée, la voie du coup d'État militaire serait ouverte, non seulement exempte ce gouvernement de responsabilités politiques, mais il l'exempte aussi de responsabilités face à l'assassinat collectif contre le peuple sans défense, en tant que chef des forces armées. Mais cette position part également du critère erroné que l'approfondissement de la crise institutionnelle qui ouvrirait le renversement populaire d'un gouvernement réactionnaire comme celui de Duque, chose sans précédent dans l'histoire du pays, ne pourrait être résolu que dans le cadre des mêmes institutions qui s'effondrent actuellement.

Au contraire, nous considérons qu'un triomphe populaire de cette ampleur ouvrirait de grandes possibilités pour l'action politique autonome de la population et serait la voie pour la convocation d'une Assemblée constituante et populaire. Ce serait le meilleur moyen d'isoler et de vaincre la réaction politique et les putschistes, à un moment où la solidarité populaire est immense à l'échelle internationale.

Publié par *Correspondencia de Prensa*, version intégrale (en français) sur alencontre.org.

ALGÉRIE

Solidarité avec le PST, pas d'interdiction, stop à la répression !

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) est menacé d'interdiction et de fermeture de ses locaux par le pouvoir. Ses membres seraient encore plus en danger d'arrestation dans une Algérie où des militantEs, des journalistes et des manifestantEs sont régulièrement emprisonnés.

Le PST agit depuis 30 ans pour la défense des droits des classes populaires, des travailleurEs, des femmes, de la jeunesse. Il dénonce avec acharnement l'impérialisme, notamment l'impérialisme français en Algérie, et conteste le pouvoir, ce qui l'a mené à être une des forces les plus constantes dans la construction du Hirak qui a conduit à la destitution de Bouteflika et, depuis, à continuer à construire la mobilisation populaire et les mobilisations ouvrières dans une perspective anticapitaliste. Nous nous opposons à l'interdiction du PST et à toute menace contre lui. Nous appelons toutes les organisations du mouvement ouvrier à s'y opposer également, à refuser toute répression par le régime en place en Algérie contre les militantEs qui le contestent et construisent les mobilisations.

Le NPA



DR

Un extrait du dernier communiqué du PST contre la répression du pouvoir algérien

Pour le respect des libertés démocratiques !

Contrairement à cette aventure répressive, qui ne pourrait qu'exacerber la détermination légitime du peuple algérien pour la défense de ses libertés démocratiques, le pouvoir dont la responsabilité politique historique est engagée, doit changer de cap. La solution est politique et ne saurait se réaliser par la répression, par les passages en force électoraux et par la fixation unilatérale et sans la volonté populaire de la règle du jeu politique. Le pouvoir a la possibilité, et surtout la responsabilité, de faire le choix politique de la démocratie et de la souveraineté populaire qu'il prétend vouloir promouvoir dans sa « nouvelle Algérie ».

Le pouvoir doit répondre positivement et de toute urgence aux revendications politiques et démocratiques suivantes :

- Libération de tous les jeunes activistes du Hirak ainsi que tous les détenus politiques et d'opinion.
- Cessation de tous les actes de répression et levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques en Algérie.
- Annulation des élections législatives du 12 juin prochain.
- Ouverture effective des médias publics à toutes les opinions, notamment à l'opposition politique partisane et citoyenne.

Après la mise en œuvre de ces mesures politiques démocratiques d'urgence, qui pourraient inaugurer une phase de transition démocratique et d'un processus constituant populaire souverain, un débat politique national, démocratique et transparent doit être organisé au sein du peuple. C'est au terme de ce débat, libre et sans contraintes, que le peuple algérien exercera sa souveraineté et décidera de son avenir à travers l'élection d'une Assemblée constituante souveraine et représentative de ses aspirations démocratiques et sociales.

Alger, le 15 mai 2021

ÉCONOMIE À propos de la crise du bitcoin

Après avoir atteint des sommets, le bitcoin a perdu la moitié de sa valeur en un peu plus d'un mois. Elon Musk, patron de Tesla, avait mis le feu aux poudres en annonçant qu'il ne serait plus possible de payer ses véhicules en bitcoin, et c'est surtout l'État chinois, qui semblait jusqu'ici favorable au bitcoin, qui a interdit aux institutions financières du pays de proposer à leurs clients des services liés aux « cryptomonnaies ».

Le bitcoin n'est pas une monnaie (c'est un moyen de paiement très loin d'être universel...) mais un actif financier hautement spéculatif, qui n'a pas de sous-jacent économique réel, et donc qui n'est pas source de revenu (au contraire par exemple des actions qui permettent de recevoir des dividendes). Sa valeur fondamentale est donc nulle. Mais sa valeur spéculative repose sur sa rareté, puisque la création de bitcoins est limitée strictement chaque année. Du coup, les spéculateurs abreuvés de liquidités ont anticipé une forte valorisation du bitcoin (par rapport aux véritables « monnaies »). Les promoteurs du bitcoin¹ affirment d'ailleurs que sa qualité fondamentale est d'être un « étalon de mesure et de transport de la valeur » en raison de sa dimension non manipulable et non-inflationniste (en bitcoin, pas en monnaies...). Autrement dit, contrairement au dollar ou à l'euro, le bitcoin serait une « monnaie bien gérée », une sorte de « or digital » qui prendrait de la valeur



DR

par rapport aux véritables monnaies créées abondamment pour faire face à la crise.

Rêve anarcho-capitaliste

Le bitcoin avait déjà connu un tour d'air en 2018 avant de repartir de plus belle. Il est possible qu'il en soit de même aujourd'hui car les raisons de son succès demeurent. Néanmoins, des obstacles sérieux se dressent sur sa route : il utilise une grande quantité d'électricité pour les opérations informatiques

qui servent à le fabriquer et à valider les transactions. D'autre part, de grands groupes comme Facebook s'approprient à lancer leurs propres « cryptomonnaies ». Elles ne seraient néanmoins pas en concurrence directe avec le bitcoin puisqu'elles seraient davantage des moyens de paiement (limités) adossés au dollar ou à l'euro que des supports spéculatifs. Les banques centrales réfléchissent aussi à lancer leur « monnaie numérique » afin de remplacer au maximum les

billets de banque. Mais il s'agirait ici de véritable monnaie qui concurrencerait la monnaie scripturale (monnaie de crédit) créée par les banques commerciales.

Le bitcoin ne relève pas d'une utopie communiste, mais d'un rêve anarcho-capitaliste d'une monnaie stable indépendante des banques et des États considérés comme trop laxistes sur la création monétaire. Dans la réalité, il est avant tout un support spéculatif. Une approche communiste de la monnaie reprendrait l'idée que la création monétaire ne devrait plus être entre les mains des banques privées, mais dans les mains d'une entité publique.

Parmi les pistes à envisager, on pourrait imaginer que cette entité ne soit pas une banque centrale indépendante, mais un monopole public bancaire contrôlé par les travailleurEs. Celui-ci créerait chaque année une quantité de monnaie supplémentaire, versée directement aux caisses d'investissement en complément des cotisations. Avec ces ressources, l'investissement serait financé par subventions, ce qui permettrait d'en finir avec le crédit lucratif, c'est-à-dire avec le capital de prêt qui ponctionne une partie du surplus créé par les travailleurEs.

Gaston Lefranc

1 - Voir par exemple <http://variances.eu/?p=5838>

ACTUALITÉ DE LA COMMUNE DE PARIS AU 21^E SIÈCLE

Chaque génération a sa propre lecture, sa propre interprétation de la Commune de 1871, en fonction de son expérience historique, des besoins de son combat présent, des aspirations et utopies qui la motivent. Qu'est-ce qui fait son actualité aujourd'hui, du point de vue de la gauche radicale et des mouvements sociaux et politiques du début du 21^e siècle, depuis les Zapatistes du Chiapas jusqu'au Rojava libertaire, en passant par le mouvement altermondialiste ?

Auto-émancipation, pluralisme, unité

Certes, la grande majorité des militants et activistes d'aujourd'hui connaît peu de choses sur la Commune. Il n'existe pas moins, entre l'expérience du printemps parisien de 1871 et celle des luttes d'aujourd'hui certaines affinités, certaines résonances qui méritent d'être mises en avant :

- La Commune était un mouvement d'auto-émancipation, d'auto-organisation, d'initiative par en bas. Aucun parti n'a tenté de se substituer aux classes populaires, aucune avant-garde n'a voulu « prendre le pouvoir » à la place des travailleurs. Les militants de la section française de la Première Internationale étaient parmi les partisans les plus actifs de l'insurrection populaire, mais ils n'ont jamais voulu s'ériger en « direction » auto-proclamée du mouvement, ils n'ont jamais tenté de monopoliser le pouvoir, ou de marginaliser d'autres courants politiques. Les représentants de la Commune ont été démocratiquement élus dans les arrondissements, et soumis au contrôle permanent de leur base populaire.

- En d'autres termes : la Commune de 1871 a été un mouvement pluraliste et unitaire, dans lequel participaient des partisans de Proudhon ou (plus rares) de Marx, des libertaires et des jacobins, des blanquistes et des « républicains sociaux ». Certes, il y avait des débats et des divergences, parfois même des affrontements politiques dans les instances démocratiquement élues de la Commune. Mais dans la pratique on agissait en commun, on se respectait mutuellement, on concentrait le feu sur l'ennemi et non sur le frère de combat avec lequel on avait des désaccords. Les dogmes idéologiques des uns et des autres pesaient moins que les objectifs communs : l'émancipation sociale, l'abolition des privilèges de classe. Comme le reconnaît Marx lui-même, les jacobins ont oublié leur centralisme autoritaire et les proudhoniens leurs principes « anti-politiques ».

Internationalisme, féminisme, anticapitalisme

- Ce fut un mouvement authentiquement internationaliste, avec la participation de combattants de plusieurs pays. La Commune élit à la direction de sa milice un révolutionnaire polonais (Dombrowicz) ; elle fait d'un ouvrier hongrois-allemand (Leo Frankel) son commissaire du travail. Certes, la résistance à l'occupation prussienne a joué un rôle décisif dans le déclenchement de la Commune, mais l'appel des insurgés français au peuple et à la social-démocratie allemande, inspiré de l'utopie des « États-Unis d'Europe », témoigne de cette sensibilité internationaliste.

- Malgré le poids du patriarcat dans la culture populaire, la Commune se distingue par une participation active et

combattante des femmes. La militante libertaire Louise Michel et la révolutionnaire russe Elisabeth Dmitrieff sont parmi les plus connues, mais des milliers d'autres femmes – désignées avec rage et haine comme « pétroleuses » par la réaction versaillaise – ont pris part aux combats d'avril-mai 1871.

Le 13 avril les déléguées des citoyennes ont envoyé à la Commission exécutive de la Commune une adresse qui fait état de la volonté de nombreuses femmes de participer à la défense de Paris, considérant que « la Commune, représentante du grand principe proclamant l'anéantissement de tout privilège, de toute inégalité, par là même est engagée à tenir compte des justes réclamations de la population entière, sans distinction de sexe – distinction créée et maintenue par le besoin de l'antagonisme sur lequel repose les privilèges des classes dominantes ».

L'appel est signé par les déléguées, membres du Comité central des citoyennes : Adélaïde Valentin, Noémie Colleville, Marcand, Sophie Graix, Joséphine Pratt, Céline Delvainquier, Aimée Delvainquier, Elisabeth Dmitrieff.

- Sans avoir un programme socialiste précis, les mesures sociales de la Commune – par exemple, la remise aux ouvriers des usines abandonnées par leurs patrons – avaient une dynamique anticapitaliste radicale. Beaucoup d'aspects de cette première tentative d'émancipation sociale des opprimés restent d'une étonnante actualité et méritent de nourrir la réflexion des nouvelles générations. Sans mémoire du passé et de ses luttes il n'y aura pas de combat pour l'utopie de l'avenir.

Michael Löwy

Version intégrale sur Contretemps.eu



DÉCLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS

Dans le conflit douloureux et terrible, qui impose une fois encore à Paris les horreurs du siège et du bombardement, qui fait couler le sang français, qui fait périr nos frères, nos femmes, nos enfants écrasés sous les obus et la mitraille, il est nécessaire que l'opinion publique ne soit pas divisée, que la conscience nationale ne soit point troublée.

« Paris travaille et souffre pour la France entière »

Il faut que Paris et le pays tout entier sachent quelle est la nature, la raison, le but de la révolution qui s'accomplit. Il faut enfin que la responsabilité des deuils, des souffrances et des malheurs, dont nous sommes les victimes, retombent sur ceux, qui, après avoir trahi la France et livré Paris à l'étranger, poursuivent avec une aveugle et cruelle obstination la ruine de la capitale, afin d'enterrer, dans le désastre de la république et de la liberté, le double témoignage de leur trahison et de leur crime. La Commune a le devoir d'affirmer et de déterminer les aspirations et les vœux de la population de Paris ; de préciser le caractère du mouvement du 18 mars, inconnu, incompris, inconnu et calomnié par les hommes politiques qui siègent à Versailles.

Cette fois encore, Paris travaille et souffre pour la France entière, dont il prépare, par ses combats et ses sacrifices, la régénération intellectuelle, morale, administrative et économique, la gloire et la prospérité.

Que demande-t-il ?

La reconnaissance et la consolidation de la république, seule forme de gouvernement compatible avec les droits du peuple et le développement régulier et libre de la société ; l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France,

et assurant à chacune l'intégralité de ses droits, et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et travailleur ; l'autonomie de la Commune n'aura pour limites que le droit d'autonomie égal pour toutes les autres communes adhérentes au contrat, dont l'association doit assurer l'unité française ; les droits inhérents à la Commune sont : le vote du budget communal, recettes et dépenses ; la fixation et la répartition de l'impôt ; la direction des services locaux ; l'organisation de sa magistrature, de la police intérieure et de l'enseignement ; l'administration des biens appartenant à la Commune ; le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité et le droit permanent de contrôle et de révocation, des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres ; la garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et de la liberté du travail ; l'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées, la libre défense de leurs intérêts : garanties données à ces manifestations par la Commune, seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité ; l'organisation de la défense urbaine et de la Garde nationale, qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité. Paris ne veut rien de plus à titre de garanties locales, à condition, bien entendu, de retrouver dans la grande administration centrale, délégation des communes fédérées, la réalisation et la pratique des mêmes principes.

« Le devoir de lutter et de vaincre »

Mais, à la faveur de son autonomie et profitant de sa liberté d'action, Paris se réserve d'opérer comme il



l'entendra, chez lui, les réformes administratives et économiques que réclame sa population ; de créer des institutions propres à développer et propager l'instruction, la production, l'échange et le crédit ; à universaliser le pouvoir et la propriété, suivant les nécessités du moment, le vœu des intéressés et les données fournies par l'expérience.

Nos ennemis se trompent ou trompent le pays, quand ils accusent Paris de vouloir imposer sa volonté ou sa suprématie au reste de la nation, et de prétendre à une dictature qui serait un véritable attentat contre l'indépendance et la souveraineté des autres communes. Ils se trompent ou trompent notre pays, quand ils accusent Paris de poursuivre la destruction de l'unité française, constituée par la Révolution, aux acclamations de nos pères, accourus à la fête de la Fédération de tous les points de la vieille France.

L'unité, telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'empire, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation



CHARMAG

10 ANS:

COMMUNE
PARIS

ÇAIS (19 AVRIL 1871)



Canon sur la butte Montmartre. MUSÉE DE L'HISTOIRE VIVANTE / MONTREUIL

despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse. L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun, le bien-être, la liberté et la sécurité de tous. La révolution communale, commencée par l'initiative populaire du 18 mars, inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive et scientifique. C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage; la patrie, ses malheurs et ses désastres. Que cette chère et grande patrie, trompée par les mensonges et les calomnies, se rassure donc! La lutte engagée entre Paris et Versailles est de celles qui ne peuvent se terminer par des compromissions illusoires; l'issue n'en saurait être douteuse. La victoire poursuivie avec une indomptable

énergie par la Garde nationale, restera à l'idée et au droit. Nous en appelons à la France! Avertie que Paris en armes possède autant de calme que de bravoure; qu'il soutient l'ordre avec autant d'énergie que d'enthousiasme; qu'il se sacrifie avec autant de raison que d'héroïsme; qu'il ne s'est armé que par dévouement pour la liberté et la gloire de tous, que la France fasse cesser ce sanglant conflit! C'est à la France à désarmer Versailles par la manifestation solennelle de son irrésistible volonté. Appelée à bénéficier de nos conquêtes, qu'elle se déclare solidaire de nos efforts; qu'elle soit notre alliée dans ce combat, qui ne peut finir que par le triomphe de l'idée communale ou par la ruine de Paris! Quant à nous, citoyens de Paris, nous avons la mission d'accomplir la révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illustré l'histoire. Nous avons le devoir de lutter et de vaincre! Paris, le 19 avril 1871.

À LA MÉMOIRE DE LA
COMMUNE (LÉNINE)

Pourquoi le prolétariat, non seulement français, mais du monde entier, honore-t-il dans les hommes de la Commune de Paris ses précurseurs? Et quel est l'héritage de la Commune? La Commune naquit spontanément; personne ne l'avait consciemment et méthodiquement préparée. Une guerre malheureuse avec l'Allemagne; les souffrances du siège; le chômage du prolétariat et la ruine de la petite bourgeoisie; l'indignation des masses contre les classes supérieures et les autorités qui avaient fait preuve d'une incapacité totale; une fermentation confuse au sein de la classe ouvrière qui était mécontente de sa situation et aspirait à une autre organisation sociale; la composition réactionnaire de l'Assemblée nationale qui faisait craindre pour la République, tous ces facteurs, et beaucoup d'autres, poussèrent la population de Paris à la révolution du 18 mars qui remit inopinément le pouvoir entre les mains de la Garde nationale, entre les mains de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie qui s'était rangée de son côté.

«Un événement sans précédent dans l'histoire»

Ce fut un événement sans précédent dans l'histoire. Jusqu'alors, le pouvoir se trouvait ordinairement entre les mains des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, c'est-à-dire d'hommes de confiance à eux, constituant ce qu'on appelle le gouvernement. Mais après la révolution du 18 mars, lorsque le gouvernement de M. Thiers s'enfuit de Paris avec ses troupes, sa police et ses fonctionnaires, le peuple devint le maître de la situation et le pouvoir passa au prolétariat. Mais dans la société actuelle, le prolétariat, économiquement asservi par le capital, ne peut dominer politiquement s'il ne brise les chaînes qui le rivent au capital. Et voilà pourquoi le mouvement de la Commune devait inévitablement revêtir une couleur socialiste, c'est-à-dire chercher à renverser la domination de la bourgeoisie, la domination du capital, et à détruire les assises mêmes du régime social actuel. Au début, ce mouvement fut extrêmement mêlé et confus. Y adhéraient des patriotes qui espéraient que la Commune reprendrait la guerre contre les Allemands et la mènerait à bonne fin. Il était soutenu par les petits commerçants menacés de ruine si le paiement des traites et des loyers n'était pas suspendu (ce que le gouvernement leur avait refusé, mais que la Commune leur accorda). Enfin, au début, il bénéficia même en partie de la sympathie des républicains bourgeois qui craignaient que l'Assemblée nationale réactionnaire (les «ruraux», les hobereaux sauvages) ne restaurât la monarchie. Mais dans ce mouvement, le rôle principal fut naturellement joué par les ouvriers (surtout par les artisans parisiens) parmi lesquels une active propagande socialiste avait été menée durant les dernières années du second Empire et dont

beaucoup appartenaient même à l'Internationale.

Les ouvriers seuls restèrent fidèles jusqu'au bout à la Commune. Les républicains bourgeois et les petits bourgeois s'en détachèrent bientôt: les uns effrayés par le caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire du mouvement; les autres lorsqu'ils le virent condamné à une défaite certaine. Seuls les prolétaires français soutinrent sans crainte et sans lassitude leur gouvernement; seuls ils combattirent et moururent pour lui, c'est-à-dire pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour un meilleur avenir de tous les travailleurs.

«La Commune dut, avant tout, songer à se défendre»

Abandonnée par ses alliés de la veille et dépourvue de tout appui, la Commune devait inéluctablement essuyer une défaite. Toute la bourgeoisie de la France, tous les grands propriétaires fonciers, toute la Bourse, tous les fabricants, tous les voleurs grands et petits, tous les exploités se liguèrent contre elle. Cette coalition bourgeoise soutenue par Bismarck (qui libéra 100 000 prisonniers français pour réduire Paris) réussit à dresser les paysans ignorants et la petite bourgeoisie provinciale contre le prolétariat parisien et à enfermer la moitié de Paris dans un cercle de fer (l'autre moitié étant investie par l'armée allemande).

Dans certaines grandes villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Dijon et ailleurs), les ouvriers tentèrent également de s'emparer du pouvoir, de proclamer la Commune et d'aller secourir Paris, mais ces tentatives échouèrent rapidement. Et Paris, qui leva le premier le drapeau de l'insurrection prolétarienne, se trouva réduit à ses seules forces et voué à une perte certaine. Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires: des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse... Mais ce qui manqua surtout à la Commune, c'est le temps, la possibilité de s'orienter et d'aborder la réalisation de son programme. Elle n'avait pas encore eu le temps de se mettre à l'œuvre que le gouvernement de Versailles, soutenu par toute la bourgeoisie, engageait les hostilités contre Paris. La Commune dut, avant tout, songer à se défendre. Et jusqu'à la fin, survenue entre les 21 et 28 mai, elle n'eut pas le temps de penser sérieusement à autre chose.

Extrait de «À la mémoire de la Commune» (avril 1911)

CHRONOLOGIE
SOMMAIRE DE LA
COMMUNE

- 18 MARS 1871:** Troisième tentative pour désarmer Paris. Insurrection de la Garde nationale et de la population ouvrière. Fraternalisation des troupes. Deux généraux sont fusillés. Mouvement de panique: le gouvernement, la police, l'armée, les classes riches, la pègre, abandonnent Paris pour se réfugier à Versailles. Paris est aux mains des travailleurs.
- 19 MARS:** Malgré l'opposition des maires, le Comité central de la Garde nationale annonce les élections pour la Commune, et déclare la levée de l'état de siège.
- 20-22 MARS:** Manifestations à Paris des «amis de l'ordre», dispersées par la force.
- 22-25 MARS:** Commune à Lyon.
- 24 MARS:** Commune à Narbonne.
- 24-27 MARS:** Commune à Toulouse.
- 24-28 MARS:** Commune à Saint-Étienne.
- 26 MARS:** Commune au Creusot. Les élections pour la Commune de Paris, acceptées par les maires, se déroulent dans le calme. Majorité pour les «communards».
- 28 MARS:** Proclamation de la Commune. Le Comité central de la Garde nationale se retire en sa faveur, mais garde ses pouvoirs militaires. Première mesure: abolition de la «police des mœurs».
- 30 MARS:** La Commune décrète la remise des loyers échus pendant la guerre, la suppression de la police et de l'armée permanente, la généralisation de la Garde nationale, confirme dans leurs fonctions les étrangers élus le 26.
- 1^{ER} AVRIL:** Le salaire maximum des fonctionnaires de la Commune est fixé à 6 000 F par an.
- 2 AVRIL:** Décret sur la séparation de l'Église et de l'État, et la socialisation des biens du clergé. Première attaque de l'armée versaillaise reconstituée contre Paris.
- 3 AVRIL:** Échec des opérations militaires de la Commune contre Versailles. Massacre des prisonniers communards par les Versaillais.
- 4 AVRIL:** Écrasement sanglant de la Commune de Marseille.
- 5 AVRIL:** Décret de la Commune sur les otages.
- 10 AVRIL:** Derniers échecs des «conciliateurs» entre Paris et Versailles.
- 16 AVRIL:** Décret de la Commune sur la reprise par les associations ouvrières des ateliers abandonnés. Élections complémentaires à la Commune.
- 19 AVRIL:** Déclaration au peuple français (programme de la Commune).
- 20 AVRIL:** Abolition des bureaux de placement, suppression du travail de nuit dans les boulangeries. Interdiction des Monts de piété.
- 23 AVRIL:** Thiers ayant reconstitué une armée suffisamment puissante rompt définitivement tous pourparlers avec la Commune.
- 30 AVRIL:** Élections municipales précipitées en province: majorité républicaine.
- 1^{ER} MAI:** Contre l'avis d'une minorité de ses membres, la Commune crée un Comité de Salut public.
- 2 MAI:** Abolition du serment politique et du serment professionnel.
- 5 MAI:** Alors que les Versaillais serrent Paris de plus en plus près, la Commune et le Comité central de la Garde nationale se disputent la direction militaire.
- 8 MAI:** Ultimatum de Thiers aux Parisiens.
- 9 MAI:** La Commune bloque toute hausse du prix du pain. Les Versaillais s'emparent du fort d'Issy.
- 10 MAI:** Le gouvernement signe précipitamment la paix avec l'Empire allemand.
- 14 MAI:** Le fort de Vanves est occupé par les Versaillais.
- 21 MAI:** L'armée versaillaise pénètre dans Paris.
- 21-28 MAI:** Semaine sanglante et derniers combats de la Commune. Incendie de Paris. Exécutions en masse (le gouvernement avouera 17 000 exécutions, les rescapés disent 100 000, après que tout combat eut cessé).

MIGRANT·E·S Le 5 juin, toutes aux frontières!

Nous publions l'appel à l'initiative « Toutes aux frontières », organisée le 5 juin à Nice, de laquelle le NPA est partie prenante.

Du 27 au 29 septembre 2019 à Genève a eu lieu la rencontre féministe européenne « Femmes, migrations, refuges », à l'initiative de la Marche mondiale des femmes (Suisse). À l'issue de cette rencontre, pas moins de 263 militantes s'étaient retrouvées pour donner corps à un réseau européen féministe de résistance. Depuis, le réseau s'est élargi et notre détermination à agir contre les politiques européennes de criminalisation de la migration s'en est vu renforcé. L'assemblée PACA *Toutes Aux Frontières!* est née en 2020. De nombreux militantEs et collectifs féministes européens l'ont depuis rejointe avec la perspective d'organiser un événement de grande ampleur à Nice le 5 juin 2021 pour affirmer et rendre visible l'expression des féministes sur les politiques migratoires européennes actuelles.

Pas en notre nom!

Depuis 2015, l'Union européenne ne cesse de durcir ses politiques frontalières tant intérieures qu'extérieures rendant la migration d'autant plus criminalisée. L'espace Schengen ne cesse de renforcer un arsenal répressif à l'égard des personnes contraintes à l'exil. Cette situation ne fait que développer les économies mafieuses dans lesquelles s'articulent toutes formes de violence faites aux exiléEs. Ces politiques de criminalisation de la mobilité pèsent particulièrement sur les femmes qui représentent 54% des migrantEs en Europe, notamment sur les lesbiennes et les personnes trans. Durant sa trajectoire migratoire, toute personne non conforme à l'ordre patriarcal est cible de violences. Il est grand temps de déployer nos forces pour rendre visible ce qui ne l'est pas. Nous, féministes habitant en Europe, de toutes les classes sociales et de tous les âges, quelles que soient nos provenances, nos choix, nos mondes... nous élevons la voix pour dire : non ! Ces politiques européennes ne peuvent pas être menées en notre nom!

- Pour rompre avec l'histoire patriarcale et militariste,
- Pour la liberté de circulation sur la planète,
- Pour une Europe sans muraille,
- Pour un accueil digne et la reconnaissance des motifs d'asile spécifiques aux femmes, aux lesbiennes, à toutes les personnes non conformes à l'ordre patriarcal,
- Pour créer des espaces de résistance et de solidarité dans les luttes.

Le programme de la journée sur : toutesauxfrontieresfr.wordpress.com/



CORONAVIRUS La France déconfinne, mais le virus est loin d'être éradiqué

Le nombre de cas et de décès sont certes en baisse en Europe (de 1,7 million de cas à la mi-avril à moins de 700 000 à la mi-mai) mais la pandémie est encore loin d'être terminée, et les personnes qui n'ont pas été vaccinées ne sont pas à l'abri de la contamination.

Dans plusieurs pays comme l'Inde et le Brésil, la pandémie continue à faire rage. Les pays développés allègent les dispositions de confinement en raison de l'amélioration de la situation sanitaire. C'est un soulagement pour la population mais il ne faut cependant pas oublier que plusieurs milliers de cas positifs au Covid-19 continuent à être recensés quotidiennement en France notamment. Comme l'a affirmé le directeur européen de l'OMS : « Nous allons dans la bonne direction mais nous devons garder un œil vigilant sur un virus qui a coûté la vie dans cette région à l'équivalent de la population de Bruxelles. » Il appelle les pays à « des efforts de dépistage et de séquençage, d'isolement, de recherche des contacts, de quarantaine et de vaccination pour maintenir le contrôle (sur le virus) et garantir que les tendances restent sur une trajectoire descendante ».

Seulement 13% de la population mondiale vaccinée

L'OMS alerte sur des poches de transmission croissante dans plusieurs pays qui pourraient rapidement évoluer vers de dangereuses résurgences. En Europe, seulement 23% de la population a reçu une dose de vaccin et 11% a été intégralement vaccinée (avec la deuxième dose si nécessaire) et seulement 13% de la population mondiale est vaccinée. Or l'amélioration de la situation sanitaire à l'échelle de la planète ne peut aboutir que si une politique globale est menée dans l'ensemble des pays, ce qui n'est pas du tout le cas dans les pays les plus pauvres. Ainsi, l'OMS a révélé le 6 mai 2021 que l'Afrique ne représentait plus que 1% des doses de vaccin administrées dans le monde, contre 2% quelques semaines auparavant. Un peu plus de 1% de la population de ce continent a été vaccinée, plusieurs pays n'ayant même pas reçu un seul flacon.

Une résurgence de la contamination est possible. Au Chili, pays de 19 millions d'habitants, plus de 7 millions de doses ont été injectées, un record. 37% de la population a reçu au moins une dose, le 3^e taux mondial. Mais en quelques jours fin mars le nombre de cas positifs a explosé, la quasi-totalité des lits d'hôpitaux a été occupée et l'épidémie a été considérée hors de contrôle. Le gouvernement a décrété un confinement avec notamment d'importantes limitations des déplacements.

Les mesures de déconfinement sans véritable débat démocratique

Le monarque Macron a décidé seul des mesures de déconfinement. Le vote, de surcroît par une minorité de députés ne peut guère être considéré comme démocratique.



La population est toujours tenue éloignée des décisions qui concernent ses activités quotidiennes et son état de santé, aujourd'hui et dans les prochaines semaines. Les personnes compétentes n'ont même pas été consultées. Le conseil scientifique n'a pas été saisi selon *le Monde*, et a rédigé de son propre chef un rapport dont rien n'a été retenu. Le rapport insistait fortement sur l'importance d'une « réouverture prudente et maîtrisée avec des objectifs sanitaires » et sur l'importance de la vaccination afin d'aboutir à une immunité collective. Il soulignait aussi la nécessité de montrer à la population qu'elle a le pouvoir d'agir en maintenant les gestes et les mesures barrières. C'est sans doute un des moyens importants pour combattre la pandémie. Mais pour ce pouvoir autoritaire, il ne peut être question d'avoir une démarche démocratique.

Le pass sanitaire

Le pass sanitaire a été aussi décidé et élaboré sans débat démocratique. À compter du 9 juin, pour pouvoir accéder à certains lieux ou événements il faudra s'être muni d'un document intitulé

pass sanitaire. Cette attestation de vaccination ou de test de covid négatif est supposée être garante de non-contagiosité, mais cela ne protégerait pas de la contamination puisqu'une personne vaccinée qui a contracté le virus est protégée contre la maladie, mais peut néanmoins contaminer les personnes avec qui elle est en contact. Un document comportant des données personnelles est une atteinte à la confidentialité des données de santé et un traçage de nos activités, notamment de nos voyages, de nos lieux de loisirs... Ce dispositif pourrait être étendu par exemple au travail avec des conséquences sur l'embauche et les relations avec l'employeur... Macron, dans la foulée de Biden, s'est un court moment déclaré « favorable » à la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid-19. Mais les laboratoires pharmaceutiques l'ont peut-être convaincu de revenir sur sa décision et de s'engager en faveur de cette industrie qui garde ainsi le monopole de la fabrication des vaccins, au détriment de la santé de plusieurs millions de personnes qui ne peuvent en bénéficier.

S. Bernard

AUTOMOBILE ----- Fonderie de Bretagne (Caudan): « On est toujours là »

Depuis plus de quatre semaines, les salariéEs de la Fonderie de Bretagne (FDB, ex-SBFM) conduisent une lutte exemplaire de combativité et d'inventivité contre la cession par la direction de Renault de l'unité de production de Caudan (56) et le risque de liquidation et de licenciements massifs.

Partout en France, au prétexte fallacieux d'une réorientation écologique, les fonderies automobile sont menacées de liquidation, voire de fermeture, et de perte d'emplois. Ainsi après une semaine de manifestations, les salariéEs de la fonderie MBF de Saint-Claude redoutent le pire : mardi, le tribunal de commerce de Dijon devait se prononcer sur la seule offre de reprise de l'usine. Désespérés, ils ont placé des bouteilles de gaz dans leurs locaux, menaçant de les faire sauter en cas de fermeture.

l'Anticapitaliste
N°126 MAI 2021 4,5 € la revue mensuelle du NPA

ACTUALITÉ DE LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION PERMANENTE

THOMAS YVESCOU
LE CHEC D'UNE SITOUPE
ISRAËL, EST UN ÉTAT QUI SE DROITISE, AVEC DE PLUS EN PLUS DE TENDANCES FASCISTES
10 MAI 1961, ESPOIRS ET TRAHISON
10 ANS DU 55M DANS L'ÉTAT ESPAGNOL : NOTES POUR UNE FIN DE CYCLE

l'Anticapitaliste la revue

Le n°126 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

RÉPRESSION **En soutien aux exiléEs politiques italiens**

Contre la vengeance d'État, la mobilisation se construit.

« **L'**État ne doit pas donner suite à l'extradition des exiléEs politiques italiens, ces "ombres rouges" que poursuit une vengeance d'État » : la tribune publiée dans le Monde le 21 mai, signée par 299 artistes, universitaires, intellectuelEs, avocatEs, prend clairement position pour rappeler le cadre dans lequel les militantEs italiens menacés d'extradition ont été condamnés : « De l'attentat néofasciste de la piazza Fontana, à Milan, en décembre 1969, à celui de la gare de Bologna en août 1980, sur les 362 meurtres attribués aux militants d'extrême gauche par le ministre de la Justice français, Éric Dupond-Moretti, les deux tiers sont le fait de cette extrême droite adepte des attentats aveugles tuant des dizaines de personnes dans les lieux publics. Cette extrême droite, dont les ramifications dans l'appareil d'État sont aujourd'hui avérées, n'a été que marginalement poursuivie.

« Procédures incompatibles avec l'État de droit français »

Les faits reprochés remontent à plus de quarante ans. Les personnes



concernées ont été jugées et condamnées en Italie dans des conditions d'une répression féroce et de masse (60 000 procès, 6 000 prisonniers politiques), marquée par de nombreux enfermements sans condamnation, sur la foi d'enquêtes hasardeuses. [...]

Les procédures utilisées pour imposer les peines avaient été jugées, à l'époque, incompatibles avec les principes de l'État de droit français. À cette époque, en effet, un arsenal législatif d'exception a été mis en place en Italie, dirigé principalement contre l'extrême gauche.

La loi Reale de 1975, les décrets-lois de 1978, 1979 et 1980 ont renforcé

les pouvoirs de la police, alourdi les peines, militarisé la lutte antiterroriste. Le dispositif des "repentis" a permis des remises de peine à des accusés qui ont dénoncé d'autres personnes. C'est dans le cadre de ces lois et sur la foi de déclarations de ce type qu'ont été prononcées de nombreuses condamnations.

Les signataires dénoncent « le refus de toute amnistie, un demi-siècle parfois après les faits, est choquant alors que celle-ci fut accordée aux fascistes et collaborateurs immédiatement après la guerre (loi de 1944 et amnistie de Togliatti de 1946). Mais accorder l'amnistie reviendrait à reconnaître le caractère politique

du conflit qui a secoué l'Italie durant ces années, à arrêter de traiter des militants politiques comme des délinquants, voire des mafieux. »

« Liberté totale, suspension de l'extradition et arrêt des poursuites »

« Pour effacer des mémoires et de l'histoire dix ans de luttes sociales et ouvrières, rebaptisées "années de plomb", l'État italien, aux antipodes de toute considération humaine, veut faire mourir en prison des femmes et des hommes un demi-siècle après les faits.

Cette opération d'extradition négociée entre les deux États a été nommée "Ombres rouges". La volonté obstinée de revanche d'État que réactive le gouvernement italien rencontre aujourd'hui la stratégie ultrasécuritaire du pouvoir français de mise en place de législations liberticides.

En donnant suite à cette demande d'extradition pour la première fois collective, l'État français non seulement se ferait complice de cette opération de réécriture de l'histoire, mais ferait un pas de plus sur son territoire dans la voie de la criminalisation au nom de la lutte antiterroriste de celles et ceux qui s'opposent aux pouvoirs. »

Cette tribune rappelle l'urgence pour les organisations politiques, syndicales et associatives à se positionner avant le début des procédures judiciaires, pour exiger avec les signataires « la liberté totale, la suspension de l'extradition et l'arrêt des poursuites ».

Cathy Billard

LA POSTE Vers un nouveau cycle de luttes ?

La grève, réussie, du 18 mai est peut-être l'annonce d'une nouvelle situation chez le plus gros employeur après l'État.

À sujet de la grève du 18 mai, la direction d'ailleurs, encore plus qu'à son habitude, honteusement pipeauté sur les chiffres. Elle annonce 7% de grévistes, bien en-deçà des remontées du terrain. Exemple de ce qui est certainement une « opération Pinocchio » à large échelle : dans le Val-de-Marne, au niveau du Réseau (les agents des bureaux de poste), le nombre total de postierEs (sur la base duquel est évidemment calculé le pourcentage), est plus élevé en 2021 qu'en 2017. Il y aurait 151 personnes en plus, alors que, dans le 94 comme

partout ailleurs, les suppressions de postes s'enchaînent depuis des années ! Mais au-delà de ces tripatouillages patronaux, il faut reconnaître que les chiffres sont inégaux selon les départements, et même selon les établissements. Là où un véritable travail militant a été réalisé, c'est-à-dire où les intersyndicales départementales se sont traduites par des tournées de bureaux (notamment unitaires), les chiffres sont bons voire très bons. Preuve qu'il y a une vraie disponibilité à la lutte dans le cadre d'appels nationaux.



Nouvelle séquence de mobilisation

C'est en réalité assez nouveau. Historiquement, les mobilisations nationales à La Poste (1974, 1995...) se sont largement appuyées sur les centres de tri. Or, à partir du plan d'industrialisation du courrier mis en place en 2004, la majeure partie d'entre eux ont été fermés. De 130 centres de tri cette année-là, nous sommes passés à 26 plateformes industrielles courrier fin 2020. Outre la baisse drastique du nombre de postierEs dans ce secteur, cela s'est traduit par un démantèlement des équipes syndicales combattives. Parallèlement, l'accélération des réorganisations à la distribution (les factrices et facteurs) à partir des années 2010 a eu pour conséquence la multiplication de grèves locales, mais dont le caractère de fait fragmentaire n'a pu être, sauf exceptions, dépassé.

Les salaires au cœur de la contestation

On peut aujourd'hui, sans doute pour la première fois depuis longtemps, raisonnablement formuler l'hypothèse que les possibilités de construction d'un véritable mouvement général à La Poste sont réelles. Y compris du point de vue revendicatif. Les réorganisations continuent à générer de la colère (la question de l'emploi reste d'ailleurs très importante), mais les revendications qui sont aujourd'hui les leviers principaux pour mobiliser ont trait à la question de la rémunération (salaires et primes). Le fait qu'elles aient un aspect à la fois offensif et unifiant pèse, c'est certain, positivement dans la situation.

Édouard Gautier

1 - Lire l'Anticapitaliste n°569.

Cette décision politique de réinvestissement dans les trains de nuit ne doit pas faire oublier que c'est en premier l'État qui les a presque tous supprimés depuis 2010. De même, l'euphorie de leur retour ne doit pas cacher la situation interne à la SNCF : réorganisations de postes d'aiguillage afin de réduire les effectifs, suppression de guichets partout en France, accords locaux dégradant les conditions de travail...

Les luttes continuent

À Paris Est, les agents des postes d'aiguillage sont en grève depuis le 27 janvier, à coups de 59 minutes et de deux journées de 24h fortement suivies, afin de protester contre la suppression de postes à venir avec la création de la Commande centralisée du réseau. Après quatre mois de grève, les agentEs de maintenance voie de la Gare du Nord ont remporté une bataille : celle

SNCF Derrière le train de nuit Paris-Nice, la réalité de la situation

Le dernier Paris-Nice de nuit avait circulé le 9 décembre 2017, victime de la politique anti-train de nuit de la SNCF. Le 20 mai 2021, Jean Castex a inauguré le retour de cette liaison mythique. Un grand coup de communication de la part du gouvernement... qui finit avec le scandale du retour du Premier ministre en avion.



de faire condamner la SNCF pour atteinte au droit de grève. Ils et elles luttent pour leurs conditions de travail, leurs salaires et pour dénoncer les risques ferroviaires dus à une maintenance insuffisante dans la plus grande gare d'Europe.

Malgré le contexte difficile, les cheminotEs continuent de lutter partout où cela est possible, contre une direction qui persévère dans sa stratégie de démantèlement.

Correspondante

En conflit avec Renault et l'État

À la FDB, les grévistes refusent cet argument, eux qui ont démontré que l'outil de production fiable pouvait s'adapter, eux qui produisent déjà pour la Zoé, véhicule électrique, et peuvent encore diversifier la production. Mais là n'est pas le problème dans le conflit qui les oppose à Renault et à l'État, principal actionnaire de Renault. En réduisant fortement le tonnage de fabrication à Caudan et en le délocalisant vers des pays à « bas coût salarial » et à l'exploitation féroce pour, par la suite, faire revenir les véhicules à la vente en France (bonjour l'arnaque écologique et le CO₂ sur les routes), la direction de Renault veut la peau de ce collectif de salariéEs ayant conquis de haute lutte dans la décennie précédente leur rattachement à la société Renault.

Elle veut casser un haut lieu de combativité et de lutte des classes à la tradition et histoire ouvrières bien trempées, afin de privilégier d'abord les profits des actionnaires.

Elle veut en finir avec ces ouvriers de la FDB, les anciens de la SBFM qui participent aussi activement à la lutte et au soutien d'un territoire et même de toute la Bretagne.

Elle veut briser une organisation des salariéEs, des grévistes fortement syndiqués à une CGT de lutte qui ne veut pas céder malgré les pressions, les menaces judiciaires, répression policière et les mensonges selon lesquels la grève serait minoritaire.

Mercredi 19 mai, ce sont encore 242 ouvriers sur 350 (l'immense majorité des productifs) qui se sont retrouvés en AG pour décider de la poursuite du

mouvement de grève et des actions à mener. « Les non-grévistes travaillent dans les bureaux, dans l'administratif. Sans nous ils ne peuvent pas redémarrer l'usine » disent-ils.

De fortes délégations se sont aussi déplacées sur le site de Villeroy dans l'Yonne et à Vannes, préfecture du Morbihan.

Soutien et élargissement

Alors certes, ne nous voilons pas la face : la lutte est dure, épuisante, et la situation n'est pas identique à celle de 2008-2009 quand les grévistes et la CGT avaient arraché leur rattachement au donneur d'ordres, la société Renault. Aujourd'hui, renversement de situation : c'est le donneur d'ordres Renault qui lâche la fonderie et refuse toute discussion réelle. Aujourd'hui les autorités



publiques pèsent de peu de poids en faveur des fondeurs.

Cette grève est exemplaire par sa longueur et sa détermination. Elle force le respect et a besoin de tout notre soutien actif, militant, financier.

Mais plus. Ce combat doit s'élargir aux autres fonderies, aux usines Renault dans leur ensemble pour obliger la société Renault à revenir sur sa décision.

Cette lutte s'inscrit dans la volonté des travailleuses et travailleurs de ne pas payer les frais de cette crise capitaliste et de l'appétit des actionnaires.

Contre les licenciements, pour le maintien de l'unité de production au sein de Renault tout en étant novateur sur le plan écologique, ce sont les ouvrières et ouvriers qui sont le mieux placés pour affirmer des solutions viables et pérennes. Oui cela pose la question de la reconquête de Renault sous le contrôle des travailleurEs pour une vie et un travail dignes, parce que nos vies, nos emplois valent plus que leurs profits, réalisés sur le dos des exploités et des opprimés.

Correspondant Bretagne

Vie interne**Deux motions adoptées au CPN du NPA**

Le Conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni les 22 et 23 mai, avec une interruption pour se rendre à la manifestation de soutien aux PalestinienEs organisée place de la République à Paris.

À l'ordre du jour de notre CPN, qui ne s'était pas réuni « en présentiel » depuis bien longtemps en raison de la crise sanitaire, une discussion sur la situation en Palestine, et des échanges sur la situation sociale et politique en France et sur les échéances électorales à venir.

Régionales et présidentielle

À ce propos, deux motions ont été adoptées : la première concerne l'élection présidentielle de 2022 et acte ce qui suit :

« Une conférence nationale du NPA aura lieu les samedi 26 et dimanche 27 juin (avec suspension le samedi après-midi pour participer à la Marche des fiertés) pour définir l'orientation du NPA sur la question de l'élection présidentielle. [...] Les assemblées électives locales se réuniront entre les samedi 12 juin et mardi 22 juin inclus. Dans les assemblées locales, la discussion s'organisera principalement autour des documents enregistrés par le CPN des 22 et 23 mai 2021. »

À la fin du mois de juin, le NPA aura donc déterminé son profil, son orientation et, le cas échéant, sa candidature pour l'échéance de 2022.

Concernant les élections régionales, la motion ci-dessous a été adoptée :

« Dans les luttes et dans les élections, porter une perspective anticapitaliste et révolutionnaire. Aujourd'hui, le capitalisme court à la faillite, la pandémie accélère le processus. Pour y faire face, le monde du travail a besoin d'une politique qui pose la question de son contrôle sur la marche de l'économie et la société, la question de qui dirige au service de quels intérêts. Si le rapport de forces reste défavorable pour notre classe, les luttes depuis 2016 (Loi travail, Gilets jaunes, grève sur les « retraites », mobilisation de la jeunesse pour le climat, contre les violences policières ou la loi dite « sécurité globale ») posent ces questions.

Si, dans deux régions, Nouvelle Aquitaine et Occitanie, les voix du NPA seront divisées par le choix fait par certains camarades de participer à des listes communes avec la FI, nous ne nous résignons pas à ce que la politique du NPA s'efface devant celle de LFI. Nous pensons qu'il est indispensable que s'exprime sans ambiguïté un vote de classe, indépendant des partis institutionnels. Les élections sont l'occasion de défendre nos idées révolutionnaires et un programme de mesures d'urgence anticapitaliste. En l'absence du NPA sur une telle ligne, que nous regrettons, nous appellerons à voter pour des listes de candidats révolutionnaires, celles de Lutte ouvrière, de travailleuses et travailleurs qui expriment une perspective de renversement du système capitaliste. »

**On est là ! Pour exprimer notre révolte et prendre nos affaires en mains**

Face à la politique de Rousset (PS-EÉLV) à la région ; face à Macron, la droite et l'extrême droite : On est là !

Les élections régionales se placent dans un contexte particulier : celui d'attaques massives contre les classes populaires, contre les libertés fondamentales ; celui d'une continuité dans les politiques de destruction de l'environnement, des emplois, des services publics. La crise du Covid-19 est un bon exemple pour montrer à quel point le capitalisme est néfaste : depuis des décennies, la destruction des écosystèmes est à l'œuvre. En parallèle, la destruction du système de santé publique et la privatisation de l'industrie pharmaceutique s'amplifient. Ce cocktail est dévastateur et mène à une situation où de nouveaux virus surviennent alors même que la pauvreté explose, que les services publics sont dégradés, que les libertés fondamentales sont remises en cause.

Un programme qui repose sur les combats sociaux

Dans un tel contexte, il n'est plus envisageable de penser réformer le système. La situation exige un changement révolutionnaire de la société. Ce d'autant plus que le tournant sécuritaire et autoritaire mondial et la montée de l'extrême droite rendent de plus en plus antidémocratique la « république ».



Pour une politique anticapitaliste, nous défendons la réquisition des logements vacants, la liberté de circulation, la lutte contre la précarité, des services publics accessibles et gratuits pour toutes et tous, avec des embauches massives, la répartition des richesses, une politique au service des populations modestes, une démocratie directe qui donne le pouvoir de contrôle à la population. Bref, nous voulons briser les institutions actuelles qui ne servent que les possédants. Nous portons un programme qui repose forcément sur les combats sociaux.

Au niveau de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset est un fidèle serviteur des intérêts capitalistes. Sous Hollande, puis sous Macron, il a défendu les politiques d'austérité et les a déclinées régionalement. La politique du PS et de EÉLV à la région (et du PCF qui rejoint la liste Rousset en 2021) est

très loin de répondre aux exigences sociales et écologiques que nous nous fixons comme objectifs. Il est urgent d'en finir avec l'ère Rousset et sa politique de capitalisme vert qui pose plus de problèmes écologiques qu'elle n'en règle.

Dans ces élections, comme nous le faisons au quotidien dans les mobilisations, nous souhaitons défendre notre vision d'un monde qui répond aux besoins sociaux, écologiques, démocratiques. Pour ce faire, nous savons que c'est l'auto-organisation et la convergence des luttes existantes partout sur la région qu'il faut développer.

Voter comme on lutte

Que ce soit dans les entreprises, dans les théâtres occupés, dans la solidarité avec les migrantEs, dans les luttes des femmes, contre les grands projets inutiles... les mouvements sociaux montrent qu'une

autre politique est possible, que d'autres choix sont possibles, que les gens ne se résignent pas toutes et tous, et cela est signe d'espoir. Mais pour aller plus loin nous pensons qu'il faut aussi construire l'unité politique de la gauche qui lutte, de la gauche qui souhaite en finir avec le capitalisme. C'est pourquoi, comme militantEs et sympathisantEs du NPA de la région Nouvelle-Aquitaine, nous avons décidé de faire une liste commune avec les camarades de La France insoumise pour les élections régionales. Cette liste est un moyen de reconstruire des cadres collectifs, mais surtout de faire vivre une alternative radicale à la gauche du PS, de EÉLV et du PCF. Nous pensons qu'il y a urgence à rassembler les forces plutôt qu'à affirmer nos divisions. Nous pensons qu'il est possible de faire front avec celles et ceux qui ne se résignent pas au néolibéralisme et à l'autoritarisme. Le NPA en Lutte prend toute sa place dans la campagne et assume des têtes de liste en Charente, en Charente-Maritime, en Lot-et-Garonne, ainsi que la deuxième place en Gironde. Des camarades sont présents sur la liste et militent également dans la Vienne, en Dordogne, dans les Deux-Sèvres, dans les Landes, dans les Pyrénées-Atlantiques ou encore dans la Creuse. Nous relançons une dynamique autour de nous et de nouvelles personnes prennent contact avec nous.

C'est pourquoi, les 20 et 27 juin, nous appelons à voter comme nous luttons, en utilisant le bulletin « On est là ! » en région Nouvelle-Aquitaine. **L'équipe NPA en Lutte**

Université d'été du NPA

EN FINIR AVEC LE MACRONAVIRUS ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE

Vite, une alternative anticapitaliste!

Depuis notre précédente université d'été, la poursuite de la pandémie de Covid-19, ici et à l'échelle de la planète, a continué d'imprimer sa marque sur nos vies et sur l'ensemble de la situation sociale et politique. Et à chacune des étapes, la politique de Macron et de son gouvernement a toujours fait faillite. Après le scandale des masques manquants avant l'été, les valse-hésitations sur les mesures à prendre (toujours à contretemps) et la défense des intérêts des grands labos de Big Pharma — illustrée par le scandale de la campagne de vaccination — illustrent la politique d'un pouvoir totalement dédié aux capitalistes.

Alors que ceux-ci veulent faire payer les conséquences économiques de cette crise au monde du travail (chômage de masse grandissant, multiplication des licenciements et suppressions de postes, paiement d'une « dette covid » qui ne leur

servi qu'à eux seuls...), le gouvernement de Castex et Darmanin s'est lancé dans une fuite en avant réactionnaire dangereuse. Sécuritaire et liberticide, avec la loi de sécurité globale ; raciste, avec une loi islamophobe sur les « séparatismes » et une campagne d'opinion contre le prétendu « islamo-gauchisme ». Le RN de Marine Le Pen n'a plus qu'à attendre son heure...

Dans ce contexte pesant, notre camp social ne s'est pas résigné. Si les conditions de mobilisation n'ont pas été simples ces derniers mois, entre situation sanitaire et coups de pression du pouvoir, nous avons repris la rue : avec les travailleurEs de la culture contre la réforme de l'assurance chômage ; avec la jeunesse des quartiers en solidarité avec la Palestine ; avec les femmes et les personnes LGBTI pour l'accès à la PMA et l'égalité des droits ; avec les jeunes mobilisés pour la justice climatique... Et cela doit continuer, car nous n'attendons pas les urnes en 2022 pour

combattre Macron et son monde — même si nous voulons aussi nous y faire entendre.

Meeting de rentrée du NPA dans un contexte de campagne présidentielle, rencontres internationales et invitéEs venus d'horizon divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, malgré quelques contraintes toujours liées à la crise sanitaire, notre université d'été reste plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes des questions politiques, sociales, internationales, sanitaires, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

13^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA
DU DIMANCHE 22 AU MERCREDI 25 AOÛT

Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

INSCRIPTION EN LIGNE : NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021

Essai

La révolution du potager, de Béné

Éditions la Plage, 180 pages, 24,95 euros.

Béné se présente comme une militante écologiste radicale, libertaire et féministe. Pour elle, l'écologie est un combat, forcément anticapitaliste. Car même si les comportements et les actions individuelles ont leur importance, si nous voulons changer vraiment les choses, sauver la planète, vivre décemment, c'est bien le système économique actuel qui détruit tout, les droits sociaux et démocratiques comme l'environnement, qu'il faut transformer radicalement.

«Manuel d'écologie individuelle et collective»

Ce livre, très joliment présenté, avec des illustrations, dessins et photos couleurs, est un «manuel d'écologie individuelle et collective». Il commence par une introduction qui explique la démarche, qui revendique une écologie sociale et politique. Puis, de manière militante, Béné démontre qu'on peut résister aux modes de consommation dominants et faire évoluer nos habitudes de vie en adéquation avec nos convictions. Il n'est pas question de faire la morale. Tout le monde vit avec ses contradictions mais surtout en fonction de ce qu'il est possible de faire ou de mettre en pratique. Selon où nous vivons, selon nos revenus, selon la classe sociale, selon nos contraintes de vie au quotidien, il n'y a pas de règles absolues. On fait ce qu'on peut. Mais Béné veut faire réfléchir à



pas mal de «petites» choses de la vie, de choix que nous pouvons faire dans nos activités. Elle nous parle d'alimentation, de bio, de végétarisme, de véganisme,

de protection animale, d'autonomie alimentaire... C'est là que le jardin et surtout le potager prennent toute leur importance. Pourquoi et comment, il y a l'intérêt et aussi

le plaisir. Les chapitres se suivent ensuite pour expliquer ce qu'il est possible de faire pousser au fil des saisons, détaillent des recettes de cuisine, par légume ou par saison, donnent des conseils. Il y a des focus sur les engrais, la biodiversité, sur l'industrie des semences, sur l'artificialisation des sols. Il y a des portraits, des interviews de fermiers, jardiniers...

«Organisation et auto-défense collectives»

Le tout est original et même surprenant, avec des aspects très pratiques tout en restant très militant, très politique. La conclusion rappelle l'importance de résister, de ne pas se résigner : «La contestation politique est de plus en plus réprimée et le militantisme peut donc être très risqué, mais l'organisation et l'autodéfense collectives sont autant de moyens pour y faire face». Béné cite entre autres Louise Michel et Angela Davis, reliant ainsi les combats écologistes, féministes, libertaires, anticapitalistes. Sans oublier une liste de références et de livres à consulter pour en apprendre plus. Le livre est un outil utile car on y apprend beaucoup, il est agréable à lire, stimulant. Et si on a du temps, un peu d'espace, alors entre une manifestation et une réunion militante, pour notre bien-être et aussi pour se détendre un peu, occupons-nous d'un potager, ce n'est pas encore la révolution mais ça peut être un bon début. Philippe Poutou

Archives

Un p'tit coup de Rouge au p'tit déj

Entre le 15 mars 1976 et le 2 février 1979, la Ligue communiste révolutionnaire s'est lancée dans une aventure extraordinaire : publier un journal quotidien révolutionnaire. En quelques mois, il a fallu surmonter de nombreux problèmes. 40 ans plus tard, l'association RaDAR (Rassembler et diffuser les archives de révolutionnaires) vient de mettre en ligne sur son site l'intégralité des 852 numéros.

Suite aux pressions de la CGT du livre, qui s'opposait à l'impression de Rouge dans les imprimeries de la presse quotidienne, la Ligue a été obligée de créer sa propre imprimerie. Après une souscription et l'aide de quelques personnalités (dont Michel Piccoli), le local trouvé et la rotative achetée et installée, la formation de camarades à la composition, à la photogravure et à la conduite d'une rotative a pu commencer entre décembre 1975 et mars 1976.

1000 jours et 852 numéros imprimés

Pendant plus de 1000 jours et 852 numéros imprimés, le quotidien Rouge sera au cœur de l'actualité dans la France de Giscard qui voit l'aggravation de la crise capitaliste mondiale et l'explosion du chômage. C'est une première période d'austérité pour la classe ouvrière avec le «Plan Barre», pendant que Raymond, on l'apprendra des décennies plus tard, planquait son pognon en Suisse. Mais c'est aussi et surtout une période intense de résistance au capitalisme avec des milliers de grèves et de luttes sociales, écologiques et féministes. Rouge accompagnera aussi le développement des luttes homosexuelles.



Librairie la Brèche

L'échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël: rencontre avec Thomas Vescovi

Éditions la Découverte, mars 2021, 372 pages, 22 euros.

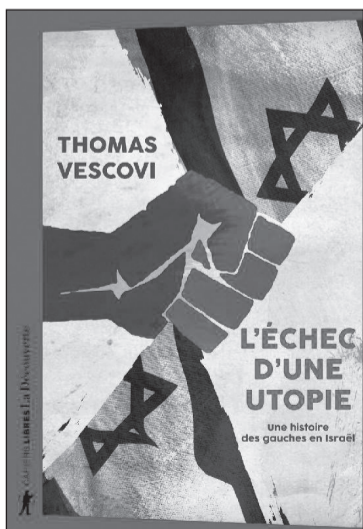
Rencontre à la librairie La Brèche le vendredi 28 mai à 19 heures.

Venez assister à la librairie à la présentation du livre L'échec d'une utopie de Thomas Vescovi en présence de l'auteur. La discussion sera animée par Simon Assoun, militant de l'Union juive française pour la paix. La présentation du livre par l'auteur sera suivie d'un débat.

Le livre de Thomas Vescovi permet de mieux resituer les difficultés actuelles de celles et ceux, qui, en Israël comme en Palestine, luttent contre l'apartheid et la colonisation, en les replaçant dans l'histoire de la gauche et du camp de la paix israélien et dans les évolutions récentes de l'État et de la société israélienne.

Présentation de l'éditeur

La gauche a joué un rôle central dans l'histoire d'Israël. Au cœur de la création de l'État en 1948,



elle est restée majoritaire au Parlement pendant plus de trente ans. Depuis la fin des années 1970, et plus encore après l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995, les partis de gauche traversent une crise profonde. Face à la poussée des courants ultranationalistes et religieux, ils doivent multiplier les alliances contre nature pour

s'assurer une représentation parlementaire. La question est désormais posée : existe-t-il encore une gauche en Israël ? Remontant aux sources du mouvement sioniste, dont l'aile gauche cherchait à bâtir en Palestine un État pour les juifs sur des bases socialistes, ce livre raconte l'histoire des mouvements progressistes et révolutionnaires israéliens. Au fil de ce récit très documenté, l'auteur analyse les débats qui animent et divisent ces mouvements depuis leurs origines. Comment peut-on être sioniste et de gauche ? Comment construire une société juste et égalitaire avec les Palestiniens ? Comment contrer les assauts de la droite sioniste et des mouvements religieux qui, jadis minoritaires, sont désormais hégémoniques politiquement et culturellement ?

Extrait de la préface de Michel Warschawski

«Voici longtemps que je n'ai pas eu l'occasion de lire une analyse aussi bonne, détaillée et documentée de l'évolution d'Israël, comme État et comme société. Ce livre, que j'ai

littéralement avalé en une semaine, est sans doute le meilleur livre sur Israël qu'il m'a été donné de lire au cours de la dernière décennie.»

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com 27 rue Taine 75012 Paris Tél.: 01 49 28 52 44 Fax: 01 49 28 52 43 www.la-breche.com contact@la-breche.com Horaires d'ouverture : Lundi: 14 h - 20 h, mardi au samedi: 12 h - 20 h

Internationaliste, le quotidien le sera du premier au dernier de ses numéros avec deux à quatre pages quotidiennes. Sans oublier les pages culture, les milliers de photos qui y seront publiées et les dessins de Forcadell...

Dès les vacances de l'été 1976, les premières difficultés financières apparaissent et ne cesseront plus d'asticoter le quotidien jusqu'à la fin, et le retour au format hebdomadaire.

Vous pouvez consulter chaque numéro au format PDF sur http://association-radar.org et effectuer des recherches dans le texte. Dans l'onglet recherche, «Rouge 1977» par exemple.

RaDAR

« Un tournant dans l'histoire de la lutte palestinienne »

Le point de vue de **Wissam al-Haj** (journaliste gazaoui) sur les récents (et actuels) événements en Palestine.

Depuis la grande grève de 1936, la Palestine n'a pas vécu une action collective de sa population aussi vaste et aussi forte que celle qui s'y déroule actuellement. Dans toutes les étapes militantes précédentes, l'action était cantonnée dans une ou des régions précises, soutenues par le reste des Palestiniens. Aujourd'hui la Palestine s'est soulevée avec toute sa population vers une nouvelle étape dont les voies sont frayées par des gens sur le terrain, ces jeunes qui, de jour comme de nuit, sont dans les rues de Lod, les tunnels de Gaza, les places de Haïfa ou les monts de Jénine.

« Cette guerre est différente »
Gaza, cette prison à ciel ouvert, a de nouveau vu son ciel s'embraser par les missiles et par la hargne du colonisateur. Depuis que les armes s'étaient tuées, 55 jours après le début des affrontements de 2014, la guerre n'a pas cessé à Gaza, elle a plutôt pris une autre forme : blocus, négociations sur la reconstruction et affamement des habitants, qu'Israël a orchestré avec la complicité de régimes régionaux et de la soi-disant communauté internationale. De son côté la résistance à Gaza, avec toutes ses factions, a continué de renforcer ses capacités. Israël n'a pas cessé de menacer d'une opération contre Gaza, et la résistance a assuré de sa disposition à affronter cette menace. Personne n'ignorait que la bataille de Gaza allait inévitablement advenir. La seule inconnue de l'équation était le contexte et le moment.

« Cette guerre est différente » : une phrase qu'on entend chez les habitants de Gaza avec chaque guerre et chaque escalade. Mais cette bataille-ci est réellement différente aussi bien par l'unanimité inédite à soutenir la résistance, ou par l'évolution des capacités de celle-ci ou encore à cause de ce sentiment que Gaza n'est plus seule. Elle est différente aussi en raison de l'énormité de la destruction que les missiles de l'État colonial infligent aux humains et aux constructions.

Gaza n'était pas seule
Car avec l'accélération du cours des événements à Jérusalem et de l'appel de certains habitants de la ville pour appeler Gaza à entrer sur la ligne de front, la population de Gaza n'a pas hésité à son tour à faire pression sur les dirigeants des factions de la résistance, exigeant le soutien de Jérusalem, malgré leur pleine conscience des risques de tueries et de dévastation que cela pourrait entraîner pour eux. C'est pourquoi les rares voix ayant critiqué les frappes de roquettes au début de l'affrontement sont restées marginales, sachant que la plupart d'entre elles venaient de l'extérieur de la bande de Gaza assiégée, et se sont rapidement tuées en raison de la large adhésion populaire sans précédent à l'action de la résistance. Il est certain que les dirigeants militaires et politiques des factions de la résistance ont tenu compte de ces revendications. Mais le facteur le plus déterminant reste la conviction de la résistance que ce moment-là est le



plus approprié pour un affrontement qui allait advenir tôt ou tard. Avec le lancement de la première salve de roquettes par la résistance, les colons ont déguerpi des alentours de la mosquée al-Aqsa et les acclamations des Palestiniens se sont fait entendre d'un bout à l'autre du pays. Depuis plus d'une décennie, les habitants de Gaza ont pris l'habitude, durant les guerres et les vagues d'escalades, de subir seuls tout le poids des batailles, tandis que dans le reste de la Palestine, la question se limitait à des manifestations de soutien en Cisjordanie (quand l'Autorité Palestinienne le permettait) et il en allait de même dans l'intérieur occupé (selon les limites du bon vouloir israélien). La grande surprise de cet affrontement est que Gaza n'a pas été livrée seule à la mécanique meurtrière israélienne, malgré la répression par l'Autorité à Ramallah de toute action solidaire et de toute tentative de braver l'État colonial à partir des zones de Cisjordanie qu'elle contrôle. Les habitants de toutes les villes et de tous les villages de Palestine sont sortis, de Jaffa et Haïfa au Triangle [de Galilée], à Al-Jalil et Al-Naqab. La ville de Lod est devenue l'icône du plus violent affrontement, démentant ainsi la légende de « la spécificité de la situation à l'intérieur ». Tout cela a ravivé la capacité des Palestiniens à rêver et leur pleine disposition à se relever pour poursuivre la bataille de la liberté.

Les Palestiniens se sont surpris eux-mêmes
Cette claque a secoué Israël et a été une prise de conscience traumatisante pour sa population. L'armée et les services de renseignement ont considéré Gaza comme un front secondaire qu'il suffit d'assiéger, tout en achetant le silence des fusils de la résistance par la permission de passage de quelques marchandises et aides, de quoi permette aux gens de survivre, sans plus. Quant à l'autre front, l'ennemi croyait avoir déjà réglé son affaire et l'avoir éloigné du cœur du conflit depuis la Nakba de 1948... Mais Tel-Aviv, jadis bien à l'écart des champs de bataille, a reçu un déluge de roquettes, et les masses palestiniennes se révoltent

désormais au cœur même des principales villes de l'État colonial. Il n'y a plus de lieu sûr en Israël. Et cela a donné un grand élan moral aux gens à Gaza, qui se sont mis à suivre de près toutes les informations et les images de ce qui se déroule dans les villes et les villages, desquels ils avaient été chassés. Mieux, pour plusieurs d'entre eux, parler de retour ou de libération semble désormais une question à discuter rationnellement et non plus un rêve difficile à atteindre. C'est ainsi que les Palestiniens se sont surpris eux-mêmes comme s'ils découvraient une force extraordinaire qui leur permet de passer outre toutes les entraves du rêve.

C'est dans ce sens que l'activiste gazaoui, Awssaj, a écrit sur son compte tweeter : « Ce qu'il y aura de meilleur après ces journées c'est que lorsque tu parleras de la libération de la Palestine on te prendra pour un optimiste, mais plus jamais pour un

rêveur, voire pour un fou ». De son côté, Rafat Abou Aïch a tweeté de Bir Essabâa : « Même si la libération ne se réalise pas aujourd'hui, il suffit que tout le monde se soit rendu compte qu'elle est possible ! ». [...] Personne ne sait encore comment ce round du conflit se terminera, ce qui est sûr, en revanche, c'est qu'il a crevé tous les plafonds politiques portés par les différents partis politiques palestiniens, qui doivent d'ailleurs repenser leur action à la lumière de cet événement ou disparaître. De même que l'impact de ce round sur la conscience des Palestiniens restera gravé comme un tournant dans l'histoire de leur lutte. Et malgré la grande douleur et la profonde blessure, les gens, avec l'habituelle obstination de Gaza, refusent d'être les victimes, ils préfèrent être l'étincelle qui fait embraser la flamme.

Wissam al-Haj
Traduit par Saïda Charfeddine, version intégrale (en français et en arabe) sur assafirabi.com.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

UNE TRAVAILLEUSE SOCIALE ASSASSINÉE, LE GOUVERNEMENT SILENCIEUX. Le 12 mai dernier, le meurtre d'Audrey Adam, conseillère en économie sociale et familiale employée par le conseil départemental de l'Aube, a secoué les professions du secteur social, mais guère plus. Cette travailleuse sociale, chargée depuis 2018 de dossiers délicats liés à des personnes âgées en perte d'autonomie, a vraisemblablement été abattue d'un coup de fusil par un agriculteur octogénaire à qui elle rendait sa visite mensuelle. Le retraité aurait ensuite retourné son arme contre lui pour se donner la mort. Ce drame survient sur fond de dégradation des conditions de travail des assistants sociaux... mais surtout dans une relative indifférence des institutions publiques. « Je ne veux pas faire de misérabilisme, mais s'il s'agissait d'un policier, d'un militaire, d'un pompier ou d'un enseignant, il y aurait eu un déplacement ministériel », a déclaré au Monde Alexandre Lebarbey, représentant de la fédération santé et travail social de la CGT à l'occasion d'un hommage à Audrey Adam ce lundi 17 mai. « Nous avons besoin du soutien de ceux qui nous envoient en mission. »

En Eure-et-Loir, la déléguée syndicale du FSU Dominique Prier-Chéron fait le même constat bien amer. « Le secteur social, ce n'est pas sexy, ce n'est pas politiquement porteur » explique celle qui constate, depuis plusieurs années, la multiplication des burn-out, des réorientations professionnelles et des violences commises contre les travailleurs sociaux par des usagers excédés.

« Les assistantes sociales n'ont pas de quota, elles doivent recevoir tout le monde », poursuit la syndicaliste. « Tous ceux que l'aide à l'enfance, que la CAF, que les services psy ne peuvent plus recevoir parce qu'eux aussi sont exsangues et n'ont plus de budget. » Mal payée, souvent en temps partiel subi, constamment sous pression, la profession d'assistante sociale est symptomatique d'un secteur public sans cesse amputé de ses moyens.

En effet, le jour même où le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin assumait sa fonction de « premier flic de France » en se rendant à la mobilisation des syndicats policiers, les représentants du secteur social se trouvaient réduit à quémander un hommage et une minute de silence pour Audrey Adam.

« Après le meurtre d'une travailleuse sociale de l'Aube, l'hommage et la colère en Eure-et-Loir », francetvinfo.fr, 19 mai 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	6 mois <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	6 mois <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755
Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org